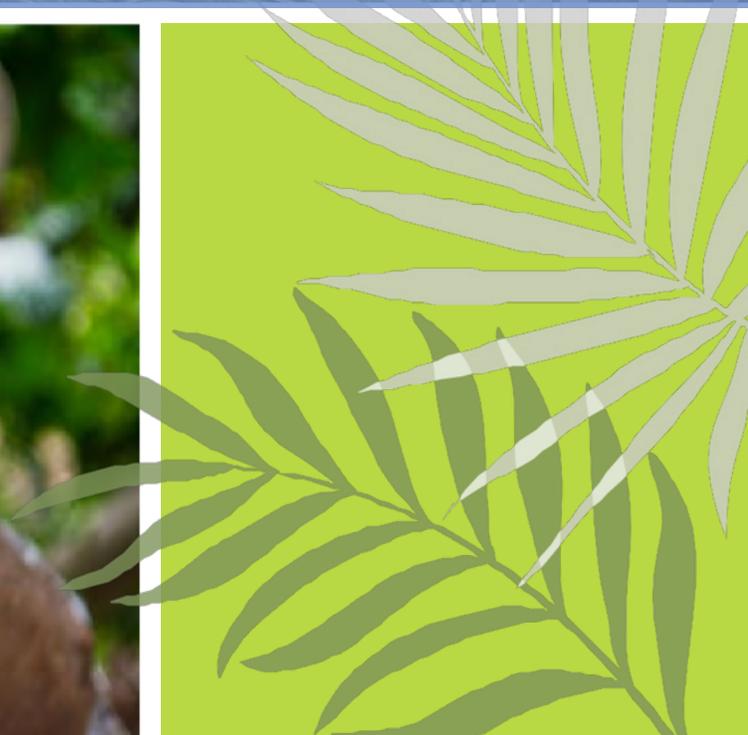


A lush tropical forest with dense green foliage and tall trees, serving as the background for the top half of the page.

GCF
task force

CONSTRUIRE UNE NOUVELLE ÉCONOMIE FORESTIÈRE

Faire progresser l'action climatique à travers le Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts



Contributeurs

Nous remercions nos partenaires de l'Initiative internationale norvégienne pour le climat et les forêts (NICFI) et de l'Agence norvégienne de coopération au développement (Norad) pour leur soutien financier et leur partenariat continu avec le Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts (GCF Task Force). Les informations présentées ici ont été fournies en grande partie directement par les délégués des juridictions membres du GCF Task Force, ainsi que des informations supplémentaires provenant de plans stratégiques élaborés par le GCF Task Force en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Des sources supplémentaires sont incluses le cas échéant. Ce rapport est destiné à être un document évolutif et nous le mettrons à jour sur notre page Web à mesure que de nouvelles informations seront disponibles - y compris des estimations plus détaillées des besoins et des opportunités de financement. Toute erreur ou omission qui se produit n'est pas intentionnelle, mais relève de l'entière responsabilité du Secrétariat du GCF Task Force. Les mises à jour des juridictions seront incluses dès qu'elles seront disponibles.



Sponsorisé par



Soutenu par



Développé par



Secrétariat mondial

William Boyd, Jason Gray, Martha Gutierrez Fontes, Joan Koyama, Gabriel Penteadó, Colleen Scanlan Lyons

Coordinateurs des Pays

Syahrina Anggraini (Indonésie), Carlos Aragón (Brésil), Silvia Llamas (Mexique), Fabiola Muñoz (Pérou) et Bruno Paladines (Équateur), avec le soutien de Carmen Antelo (Bolivie), Pierre Encinas (Pérou) et Lorenzo Vargas (Colombie)

Cartes des juridictions

Toutes les cartes juridictionnelles ont été fournies par CTrees, un partenaire du GCF Task Force. Ces cartes ont été créées à l'aide de la méthodologie de pointe de CTrees et soutiennent une approche cohérente pour évaluer les données et suivre les progrès à travers le réseau du GCF Task Force. Remarque : De nombreux pays et juridictions infranationales disposent de leurs propres ensembles de données et cartes officielles qu'ils doivent utiliser à des fins officielles. L'inclusion des cartes CTrees n'implique l'approbation d'aucun gouvernement.



Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts

Au cours des quinze dernières années, le Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts (GCF Task Force) s'est imposée comme une **alliance mondiale unique de juridictions infranationales** de premier plan qui s'efforcent de trouver des solutions durables à la déforestation tropicale et au changement climatique. Les gouvernements infranationaux sont des acteurs essentiels à la mise en œuvre d'une grande partie de l'agenda international en matière de politique climatique, et le GCF Task Force constitue une plateforme essentielle pour motiver, soutenir, relier et intensifier les efforts infranationaux à travers les tropiques.

Aujourd'hui, le GCF Task Force est **le plus grand réseau mondial de gouvernements infranationaux** axé sur les forêts et le climat, avec **43 membres issus de 11 pays** représentant plus d'un tiers des forêts tropicales de la planète. Cela comprend la totalité de l'Amazonie brésilienne, la grande majorité de l'Amazonie péruvienne, plus de 60 % des forêts tropicales du Mexique et plus de 60 % des forêts indonésiennes. Nous travaillons avec des gouverneurs, des fonctionnaires, des peuples autochtones, des communautés locales et d'autres partenaires clés, notamment des organisations de protection de la nature, des dirigeants du secteur privé et des universitaires, afin de réduire la déforestation et les émissions de gaz à effet de serre dans les zones tropicales tout en favorisant des économies à faible émission de carbone et un développement durable basé sur la forêt.

Alors que nous envisageons les 15 prochaines années de notre réseau, nous cherchons à renforcer nos partenariats existants et à en créer de nouveaux qui faciliteront les investissements indispensables pour aider nos juridictions membres, nos communautés et nos partenaires à croître et à élargir leur impact.

Mission

Donner aux dirigeants des États et des provinces les moyens de mettre en œuvre des programmes juridictionnels novateurs qui protègent les forêts tropicales et favorisent un développement à faibles émissions. Nous mettons ces dirigeants en contact avec des partenaires et des parties prenantes qui soutiennent ce travail, qu'il s'agisse d'acteurs du secteur privé, de peuples autochtones ou de communautés locales. Nous nous efforçons de débloquer des opportunités financières pour soutenir nos États et nos provinces dans leur travail acharné pour protéger les forêts et lutter contre le changement climatique. Nous suivons l'impact et la performance des actions clés des États et des provinces afin de comprendre comment nous pouvons faire

avancer et intensifier les actions en faveur des forêts et du climat.

Origines du GCF Task Force

Le GCF Task Force est née du premier sommet mondial des gouverneurs sur le climat organisé par le gouverneur Arnold Schwarzenegger à Los Angeles en 2008. Neuf gouverneurs du Brésil, de l'Indonésie et des États-Unis se sont réunis lors de ce sommet pour signer un protocole d'accord les engageant à collaborer sur les questions relatives aux forêts et au climat. Au printemps suivant, dans la ville brésilienne de Belém, dans l'État de Pará, le GCF Task Force a été officiellement lancé avec dix membres fondateurs : Californie, Wisconsin, Illinois (États-Unis), Acre, Amapá, Amazonas, Mato Grosso, Pará (Brésil), Aceh, et Papouasie (Indonésie).



Credit: GCF Task Force Global Secretariat

Secrétariat du GCF Task Force

Le GCF Task Force est soutenu par un secrétariat mondial qui facilite le travail au sein de nos États et provinces membres. Le secrétariat assure la supervision administrative, met les membres en contact avec les possibilités de partenariat et les aide à mettre en œuvre leurs visions stratégiques, et dirige les efforts de collecte de fonds pour le réseau. Le secrétariat est installé dans l'Institut de l'environnement et du développement durable de l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) et l'Institut Emmett sur le changement climatique et l'environnement à la faculté de droit de l'UCLA, en partenariat avec l'Institute of Behavioral Science de l'Université du Colorado Boulder (CU Boulder), ainsi que des bureaux de coordination régionaux au Brésil, en Équateur, en Indonésie, au Mexique et au Pérou. L'UCLA et la CU Boulder offrent des possibilités de connexion et de collaboration au sein de leurs multiples départements environnementaux et politiques.

Liste des matières

Introduction	3	Kalimantan oriental	39
Bolivie	12	Kalimantan nord	40
Pando	14	Kalimantan occidental	40
Santa Cruz	14	Papouasie	41
Tarija	15	Papouasie occidentale	41
Brésil	16	Mexique	42
Acre	19	Campeche	44
Amapá	19	Chiapas	44
Amazonas	20	Jalisco	45
Maranhão	20	Oaxaca	46
Mato Grosso	21	Quintana Roo	46
Pará	22	Tabasco	47
Rondônia	22	Yucatán	47
Roraima	22	Nigeria	48
Tocantins	23	État de Cross River	49
Colombiè	24	Pérou	50
Caqueta	24	Amazonas	53
Côte d'Ivoire	26	Huánuco	53
Bélier	27	Loreto	54
Cavally	27	Madre de Dios	54
Équateur	30	Piura	55
Morona Santiago	31	San Martín	55
Pastaza	32	Ucayali	56
Zamora Chinchipe	33	Collaboration transfrontalière	59
Indonésie	34	Merci aux supporters et partenaires	62
Aceh	38	techniques passés et actuels	
Kalimantan central	38		



« Le GCF Task Force est devenu un forum clé pour rassembler des représentants des gouvernements et des communautés autochtones pour discuter de l'importance de la gestion durable des ressources naturelles, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des zones forestières tropicales, avec la science et les avantages locaux comme base pour soutenir une compréhension commune. »

RAJINDER SAHOTA

Directeur général adjoint pour le climat et la recherche, California Air Resources Board



Photo d'archives du 25 novembre 2019, autoroute BR-163 s'étend entre la forêt nationale de Tapajós, à gauche, et les champs de soja de Belterra, dans l'État de Para, au Brésil. (Photo AP/Leo Correa, dossier)

Introduction

Alors que le monde se réunit lors de conférences et de sommets internationaux sur le climat pour discuter des engagements mondiaux, des conceptions de marché et des promesses financières de haut niveau, de nombreuses communautés du Sud – en particulier dans les États et provinces forestières tropicales – ne voient que très peu de ces promesses internationales en vue matérialisées. Qu'il s'agisse d'engagements accrus des entreprises dans la chaîne d'approvisionnement, de promesses de financement, d'échanges de dette contre nature ou d'efforts volontaires sur le marché du carbone, la dure réalité est que les incitations économiques qui alimentent la déforestation tropicale – le défrichement continu à grande échelle des terres pour le bétail et l'agriculture ainsi que l'extraction du pétrole, du gaz, de l'or, du bois, du cobalt et d'autres ressources continuent de menacer non seulement la vie de ces communautés, mais aussi celle de la planète entière.

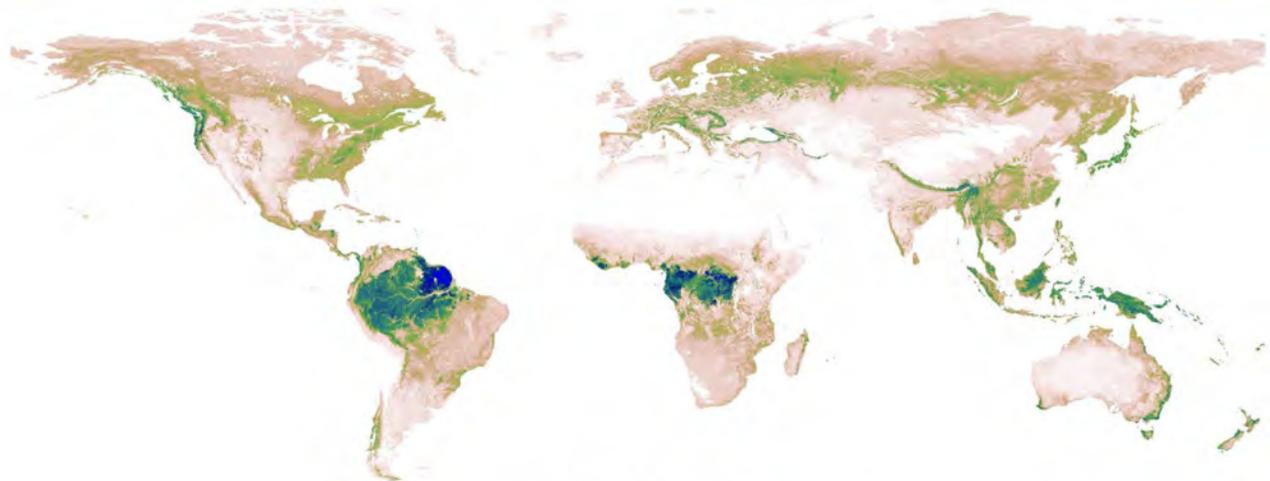
Le dernier Forest Pulse rapport du World Resources Institute[1] révèle que les régions tropicales ont perdu 10 % de forêt tropicale primaire de plus en 2022 par rapport à 2021, malgré les engagements pris aux niveaux international, national, infranational et des entreprises. Le rapport révèle également que les émissions dues à la déforestation tropicale sont équivalentes aux émissions de l'Inde chaque année, ce qui signifie que les forêts tropicales sont le troisième émetteur de gaz à effet de serre au monde.

La pression sur les forêts augmente alors même qu'elles rétrécissent, ce qui signifie que nous devons accroître les interventions et les financements à tous les niveaux. Alors que les pays du Nord se concentrent sur l'équité pour les travailleurs du pétrole et du gaz et élaborent des réglementations, des incitations et des politiques pour encourager les investissements dans des énergies plus propres, des transports et des emplois plus verts, les communautés du Sud regardent ailleurs - en fournissant une alternative économique sérieuse au statu quo. **Sans un soutien financier durable et à grande échelle, la transition d'une économie extractive vers une nouvelle économie forestière plus durable sous les tropiques restera un objectif et non une réalisation. Et l'urgence climatique et biodiversité à laquelle nous sommes confrontés ensemble ne fera que s'aggraver.[2]**

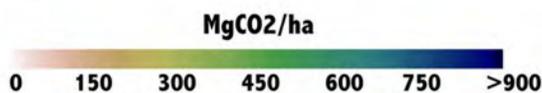
De plus, lorsque les gouvernements nationaux changent, nous avons trop souvent vu les intérêts politiques et économiques prendre le pas sur les programmes climatiques et forestiers, surtout après des élections controversées. Une dépendance totale à l'égard des gouvernements nationaux présente des risques majeurs pour les progrès et la mise en œuvre des politiques et laisse passer des opportunités d'intervention cruciales. Le gouvernement infranational - y compris les fonctionnaires qui travaillent quotidiennement au pouvoir dans l'ensemble de l'administration politique - compte

1 [Dernière analyse de la perte mondiale de la forêt et de la couverture arborée | Revue mondiale des forêts \(wri.org\)](#).

2 L'évaluation de la Déclaration sur les forêts de 2023 souligne que les fonds publics et privés engagés pour lutter contre la déforestation tropicale restent actuellement très modestes par rapport aux fonds nécessaires et aux fonds canalisés vers d'autres investissements mondiaux. Voir la section Évaluation de la déclaration forestière (2023). Hors piste et laissés pour compte : suivre les progrès réalisés par rapport aux objectifs forestiers de 2030. Climate Focus (coordinateur et éditeur). Peut être consulté sur www.forestdeclaration.org.



Biomasse forestière mondiale en MgCO₂/ha. Généré par CTrees.



vraiment. En fait, le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques reconnaît que l'action des gouvernements locaux et des alliances régionales est essentielle à la mise en œuvre des objectifs de l'Accord de Paris et des objectifs climatiques de manière plus large.[3] Et le Groupe d'experts gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) note qu'« un nombre croissant d'acteurs régionaux qui influencent également leurs gouvernements nationaux et internationaux à travers des efforts de lobbying qui les obligent à adopter des objectifs climatiques plus ambitieux et

soutenir davantage les efforts infranationaux d'atténuation des émissions de GES. » [4]

Avantages comparatifs du leadership des gouvernements infranationaux

La protection des forêts et la réduction des émissions de gaz à effet de serre à grande échelle nous obligent à surmonter la fragmentation politique et juridique aux différents niveaux de gouvernement, à accroître les incitations et le soutien aux dirigeants politiques, aux fonctionnaires et aux communautés pour qu'ils se concentrent sur des alternatives durables d'utilisation des forêts et des terres, et à construire capacité institutionnelle au sein du gouvernement, de la société et du secteur privé pour conduire un changement transformateur.

En tant que plus grand réseau mondial de gouvernements infranationaux axés sur l'agenda climatique et forestier, avec 43 États et provinces membres (couvrant 11 pays) qui sont à l'avant-garde des crises climatiques, de la biodiversité et économiques auxquelles sont confrontés aujourd'hui la plupart des pays du Sud, **le Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts (GCF Task Force) offre une plateforme unique et éprouvée pour lutter contre les inégalités persistantes au niveau infranational.**



Crédit : Secrétariat du GCF Task Force

3 Voir par exemple, Les gouvernements locaux et les alliances régionales sont essentiels à la mise en œuvre de Paris | CCNUCC (2016).

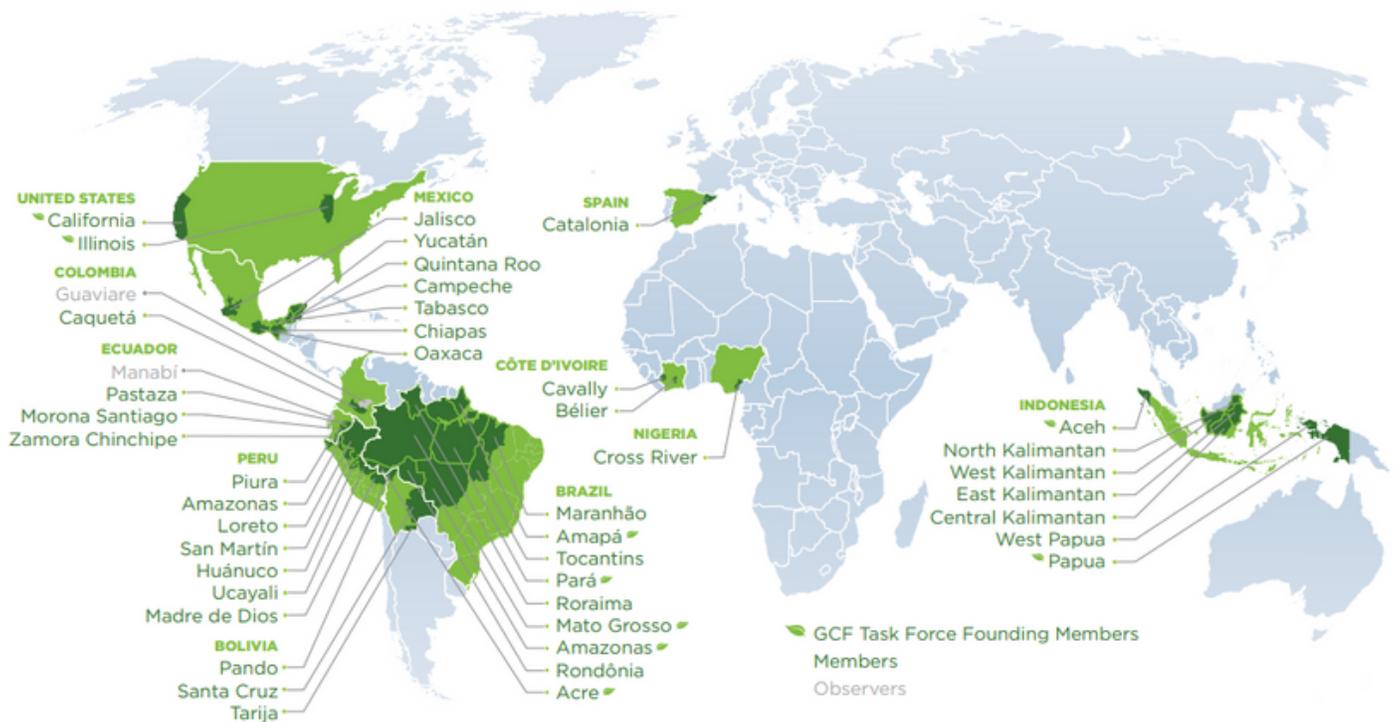
4 Voir Changement climatique 2022 : Atténuation du changement climatique. Contribution du Groupe de travail III au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, GIEC, 2022. Disponible sur IPCC_AR6_WGIII_FullReport.pdf.

Nous travaillons dans plus d'un tiers des forêts tropicales de la planète.

Nous avons semé l'unité et le soutien parmi les gouverneurs et leur personnel, et nous nous appuyons sur eux et les mobilisons pour agir en faveur de l'agenda forestier et climatique.

Nous travaillons en étroite collaboration avec des partenaires clés sur le terrain dans notre juridiction - les peuples autochtones, les communautés traditionnelles et locales, la société civile et les entreprises, ainsi que les gouvernements nationaux, les institutions multilatérales et interétatiques et le monde universitaire.

De plus, nous veillons à ce que la plateforme soit disponible pour que les partenaires et les nouveaux acteurs puissent s'engager directement avec les gouvernements infranationaux et les communautés de nos juridictions membres.



Crédit : Secrétariat mondial du GCF Task Force

En termes simples, le GCF Task Force est à l'écoute de l'action des gouvernements infranationaux dans certaines des régions forestières les plus importantes du monde, et nous recherchons des partenaires pour nous aider à tirer parti de nos quinze années de succès et à les étendre.

Comment nous travaillons

À quoi cela ressemble en pratique



SOCIÉTÉ ET COMMUNAUTÉ

Renforcer les capacités des gouvernements des États et des partenaires communautaires pour créer une nouvelle économie forestière qui s'attaquera aux causes profondes de la déforestation dans les États et provinces forestières tropicales.



CONNAISSANCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION

Accroître l'accès et l'utilisation de technologies et d'outils de données avancés pour réduire la déforestation, surveiller les impacts, appliquer des innovations adaptées aux contextes stratégiques et soutenir les efforts de gestion des terres.



FINANCE, INVESTISSEMENT ET SECTEUR PRIVÉ

Élargir les partenariats infranationaux avec des entreprises, des banques, des entrepreneurs, des organismes philanthropiques et d'autres sources de soutien pour accroître le financement du climat et du développement qui soutient les activités intégrées de conservation et de développement des forêts.



GOUVERNANCE ET POLITIQUE PUBLIQUE

Concevoir et mettre en œuvre des lois et des politiques pour faire progresser les nouvelles économies forestières, conserver les forêts, faire progresser et protéger les droits des peuples autochtones et créer les conditions d'un investissement à long terme et d'un développement durable dans les juridictions forestières tropicales.

Nous facilitons le leadership et l'engagement politique en :

- Encourager la participation active des dirigeants gouvernementaux aux niveaux national, régional et international.
- Encourager l'échange d'expériences entre les dirigeants politiques du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et des communautés autochtones et locales.
- Soutenir la cohérence des stratégies climatiques et forestières entre les « clusters » étatiques et régionaux, tels que l'Amazonie au Brésil et au Pérou, ainsi que dans toute l'Indonésie, pour encourager la cohésion et la solidarité entre les membres et permettre un meilleur alignement avec les processus nationaux.

- Travailler à travers des stratégies telles que : les échanges de connaissances entre les procureurs d'État sur les lois et réglementations modèles sur le climat ; le soutien d'experts pour comprendre la dynamique des marchés émergents du carbone ; mise en œuvre et évaluation des droits des peuples autochtones; mise en œuvre des principes directeurs pour la collaboration et le partenariat entre les gouvernements régionaux, les communautés autochtones et les communautés locales ; et des études pilotes bioéconomiques.

Nous renforçons les capacités et soutenons la mise en œuvre des politiques en :

- Renforcer la capacité des gouverneurs, des ministres de l'Environnement, des fonctionnaires et des partenaires de la société civile à mettre en œuvre l'agenda forestier et climatique au sein de leurs gouvernements et au-delà.
- Cartographier la capacité de mise en œuvre des membres du GCF Task Force, soutenir l'élaboration de plans d'investissement à l'échelle de la juridiction, identifier et évaluer les obstacles et les opportunités de mise en œuvre dans chaque juridiction.
- Créez des opportunités d'apprentissage entre pairs et facilitez l'assistance technique par le biais d'ateliers, de webinaires et d'études sur le terrain ciblées pour relever les défis et les réussites de la mise en œuvre.
- Encourager l'engagement des agents publics sur les questions environnementales et climatiques au sein et à l'extérieur de leur juridiction, contribuant ainsi à l'efficacité des politiques et programmes connexes.

Nous mobilisons des ressources financières en :

- Aider les pays et provinces membres, ainsi que les communautés, à rechercher des financements et des investissements pour des programmes d'utilisation durable des forêts et des terres.
- Identifiez les déficits budgétaires, élaborer des solutions pour débloquer des ressources provenant de sources publiques et privées, recherchez des partenariats d'investissement avec les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et les marchés volontaires et de conformité émergents liés à REDD+, et connectez les membres avec des partenaires et des processus financiers.
- Aligner les États et les provinces membres autour de l'atténuation pour consacrer et engager des parts substantielles des marchés du carbone et d'autres fonds climatiques pour soutenir les efforts de protection des forêts des communautés autochtones et locales.
- Aider les États et les provinces membres à garantir le flux de ressources financières pour soutenir les stratégies durables d'utilisation des forêts et des terres, promouvant ainsi une nouvelle économie forestière basée sur des moyens de subsistance économiques durables, la conservation des forêts et l'atténuation du changement climatique.

Nous travaillons pour inclure les droits des peuples autochtones et des communautés locales (IPLC) en :

- Faciliter les efforts dans les juridictions et les régions ciblées pour intégrer les droits, les principes et les intérêts des IPLC

Comité mondial sur les peuples autochtones et les communautés locales

À partir de 2016, le Comité mondial du GCF Task Force sur les peuples autochtones et les communautés locales a été créé pour renforcer les partenariats entre les gouvernements infranationaux, les peuples autochtones et les dirigeants des communautés locales. Ce Comité mondial se réunit régulièrement lors d'événements climatiques et forestiers au niveau national ainsi que dans les domaines de travail du GCF Task Force. Le comité aligne les objectifs de politique générale et de plaidoyer et sert de plate-forme pour partager des stratégies efficaces pour des partenariats gouvernement-communauté efficaces et durables. Le Comité mondial est composé de représentants des États et provinces membres du GCF Task Force, de dirigeants des communautés autochtones et locales de chaque région, ainsi que de représentants d'organisations mondiales telles que l'Alianza Mesoamericana de Pueblos y Bosques et la Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica. Le Comité mondial met en œuvre des plans de travail et des actions pour soutenir les comités régionaux du GCF



Crédit photo haut/bas : Secrétariat mondial du Groupe de travail du GFC

Task Force, promouvoir la mise en œuvre des principes directeurs du GCF Task Force et garantir que la voix et le leadership des peuples autochtones et des communautés locales soient au premier plan au sein du GCF Task Force. Le Comité mondial a élaboré des propositions de financement pour les partenaires intéressés à soutenir directement le travail du GCF Task Force.

dans les politiques gouvernementales en matière de développement durable et d'utilisation des sols.

- Renforcer les comités mondiaux et régionaux des IPLCs composés de représentants des gouvernements^[5], des peuples autochtones et des communautés locales. Voir la boîte d'appel du Comité mondial.
 - Hiérarchiser et cartographier les obstacles à l'inclusion de ces droits par le gouvernement.
 - Faire progresser des approches innovantes dans certaines juridictions pour inclure et protéger ces droits.
 - Promouvoir les partenariats stratégiques et l'apprentissage entre les États et les provinces membres avec les IPLCs
- Promouvoir le dialogue entre les gouvernements et les dirigeants des IPLCs pour favoriser le respect et la compréhension mutuels, contribuant ainsi à des politiques et programmes inclusifs et efficaces en matière d'utilisation des forêts et des terres.

En bref, notre approche en tant que réseau consiste à favoriser un processus intégré et collaboratif pour résoudre les problèmes critiques liés au climat, aux forêts et aux communautés, en maximisant l'impact et l'action positifs dans les États et les provinces, ainsi que dans les communautés.

⁵ Voir Peuples autochtones et communautés locales - [Groupe de travail du GFC \(gcftf.org\)](http://www.gcftf.org).

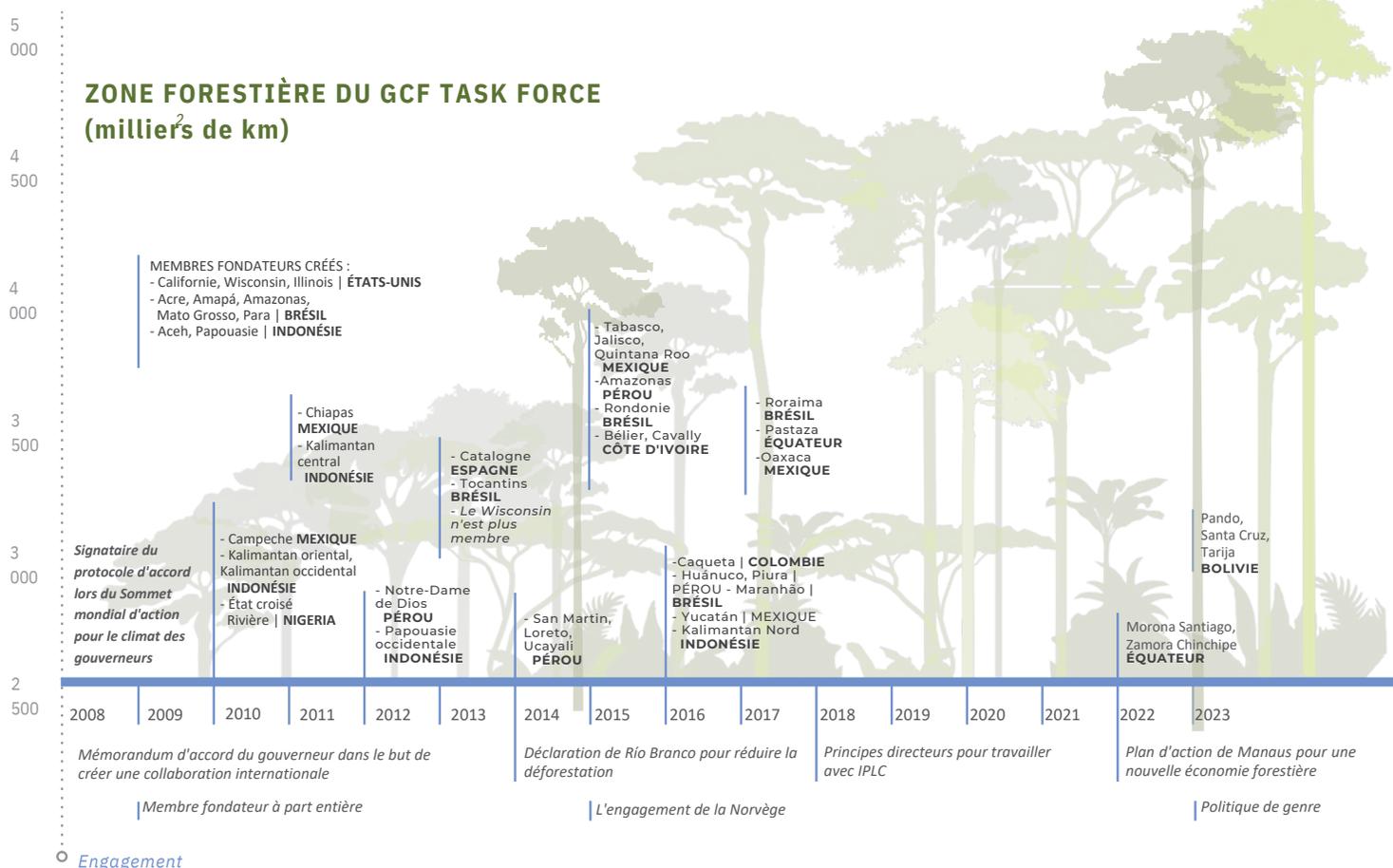
Calendrier des engagements clés

Le 11 août 2014 à Acre, au Brésil, les gouverneurs du monde entier réunis au sein du GCF Task Force ont adopté la Déclaration de Rio Branco, s'engageant à réduire la déforestation dans leurs États et provinces de 80 % d'ici 2020, à condition qu'un financement adéquat soit fourni, suffisant, et basé sur des performances à long terme est disponible. Bien que ni les objectifs de financement ni les réductions qui en ont résulté n'aient été atteints, la Déclaration de Rio Branco a ouvert la voie à un alignement continu du cadre politique de ce réseau en pleine croissance et au premier engagement visant à garantir des partenariats plus efficaces avec et une part substantielle de rémunération à la performance. fonds fournis aux communautés affectées qui dépendent des forêts, aux petits agriculteurs et aux communautés autochtones.

En septembre 2018, lors du Sommet mondial d'action pour le climat à San Francisco, en Californie (États-Unis), tous les membres du GCF Task Force ont approuvé les principes directeurs pour la collaboration et les partenariats entre les gouvernements locaux, les communautés autochtones et les communautés locales. Cet ensemble de 13 principes a été élaboré par des organisations de premier plan dans le monde et présenté au gouvernement pour guider les partenariats et la collaboration entre les gouvernements régionaux, les peuples autochtones et les communautés locales afin de faire progresser une gouvernance et une protection forestière inclusives et efficaces.

En mars 2022, tous les membres du GCF Task Force se sont mis d'accord sur un cadre pour atteindre les objectifs à moyen terme en matière de climat, de développement et de protection des forêts d'ici 2030, appelé Plan d'action de Manaus pour une nouvelle économie forestière (MAP). Les membres se sont engagés à réduire la déforestation tropicale d'au moins 80 % d'ici 2030, à intensifier les efforts de reboisement et d'adaptation et à accroître la résilience des forêts tropicales, avec un financement et un soutien adéquats à long terme. Comme indiqué dans le MAP, nos efforts pour créer une nouvelle économie forestière : (1) doivent travailler avant tout pour les personnes et les communautés des États et des provinces du GCF Task Force ; (2) Doit mobiliser la science et la technologie, ainsi que les connaissances et la sagesse traditionnelles des communautés vivant dans la forêt ; (3) Ne peut être créé sans un soutien financier supplémentaire substantiel ; et (4) La bonne gouvernance et les politiques publiques durables sont les pierres angulaires des stratégies juridictionnelles et des plans d'investissement.

En février 2023, les membres ont adopté la politique de genre du GCF Task Force intitulée Les femmes pour les forêts et le climat. Cette politique s'engage à promouvoir la représentation des genres à tous les niveaux et à développer des activités, politiques et pratiques spécifiques pour faire progresser l'égalité des sexes.





« Il existe très peu d'endroits où les peuples autochtones et les gouvernements des États du monde entier peuvent se réunir dans un véritable partenariat en tant que co-créateurs d'initiatives de développement économique durable. Le GCF Task Force est la seule plateforme internationale qui a démontré un engagement actif en faveur de améliorer et de renforcer l'engagement entre les

gouvernements locaux et les communautés autochtones, le gouvernement et les dirigeants des communautés autochtones. »

JAVIER KINNEY

Chef de projet carbone, tribu Yurok

Soutenez-nous

Nous ne pouvons pas nous contenter de notre succès à ce jour. Rechercher et soutenir le leadership des gouvernements infranationaux, ainsi que bâtir des partenariats efficaces pour y parvenir, constituent un effort continu et dynamique. Dans les pages suivantes, vous découvrirez les réalités de nos états, provinces et territoires. Vous en apprendrez davantage sur les opportunités et les défis infranationaux par pays, ainsi que sur la manière dont vous pouvez collaborer avec des juridictions membres spécifiques du GCF Task Force. Surtout, et comme toujours, les perspectives partagées ici proviennent directement des membres du GCF Task Force. Ce sont eux qui comprennent le mieux les réalités et les opportunités d'investissement, et les véritables partenaires qui tiennent compte de ces réalités sont notre seul espoir de résoudre ensemble la crise climatique.



Construire le succès

Au cours des 15 dernières années, nous avons réussi à établir des pratiques communes au sein du gouvernement et de l'administration, ainsi qu'avec les communautés, ce qui a accru la voix et la connectivité des juridictions infranationales et des partenaires aux niveaux régional et international. Nous avons entraîné une augmentation spectaculaire des capacités infranationales et des mandats des États et des provinces pour protéger les forêts et le climat en soutenant directement leurs efforts et en leur fournissant une assistance :



ASSISTANCE TECHNIQUE ET SOUTIEN À LA COORDINATION

Pour 43 juridictions membres



ÉLABORATION ET INTÉGRATION DE POLITIQUE

- 35 stratégies de décarbonisation et d'investissement au niveau de l'État
- Cadre général du Plan d'action de Manaus pour une nouvelle économie forestière



LE POUVOIR DE LA RENCONTRE

Dialogue politique, réseautage, engagement des secteurs public et privé



PROFITEZ DES OPPORTUNITÉS DE FINANCEMENT

Plus de 650 millions de dollars américains sous forme de subventions, de prêts et de paiements depuis 2012 pour une action concrète sur le terrain



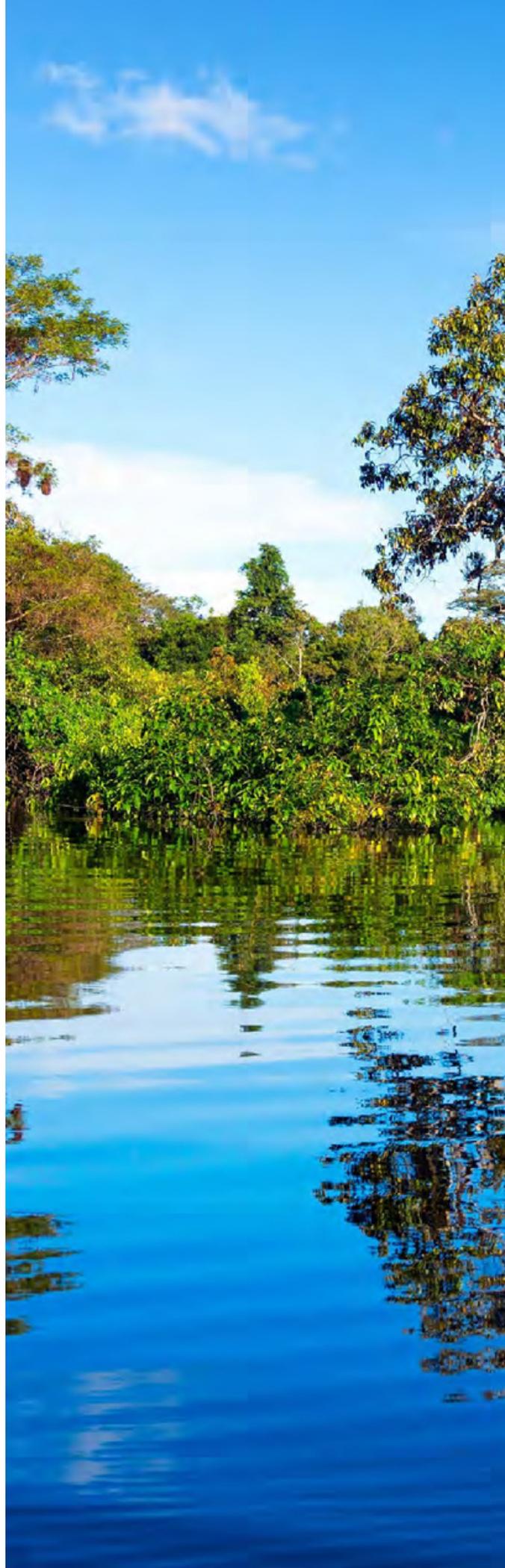
APPRENTISSAGE PAR LES PAIRS

Des dizaines d'ateliers, de réunions techniques et d'échanges régionaux par an



ENGAGEMENT POUR LA PROTECTION DES FORÊTS

- Au moins 80 % de réduction de la déforestation d'ici 2030
- Récupération améliorée
- Efforts d'adaptation accrus





Profil des juridictions

Bolivie

JURIDICTION

Pando, Santa Cruz et Tarija

Menaces et défis pesant sur la conservation des forêts, l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté (ou la promotion d'un développement à faibles émissions)

- Déforestation et dégradation des forêts, principalement dues à l'expansion des terres agricoles, de l'élevage et du soja, notamment à Tarija.
- Les incendies de forêt dans les zones de conservation sont de plus en plus répandus, tant en termes de superficie, de nombre d'incidents que de fréquence.
- Pression démographique et croissance urbaine. Augmentation des établissements humains dans les zones forestières et les zones protégées.
- Les subventions aux carburants au niveau national permettent l'accès et l'utilisation d'équipements lourds pour défricher les forêts.
- Les bas prix du castana (noix du Brésil) et les marchés limités pour les autres produits forestiers ont désintéressé les habitants de Pando et réduit la valeur des forêts restantes en tant qu'alternative économique pour la population.

Principales opportunités de financement/soutien requis par les pays membres du GCF Task Force en Bolivie :

➤ Société et communauté

- Développer et améliorer les chaînes de valeur qui valorisent les forêts restantes comme une opportunité d'améliorer les conditions de vie des populations. Cela nécessiterait un financement de 5 000 000 USD sur une décennie pour achever la transition à Pando ou à Santa Cruz.
- Créer l'espace nécessaire pour une participation efficace des gouvernements régionaux et locaux et des communautés autochtones, en particulier des femmes, aux processus décisionnels relatifs à leurs territoires. 2 000 000 USD pour 7 ans.
- Développez les réseaux locaux pour promouvoir la sécurité alimentaire familiale, les jardins et fermes familiaux, et plus encore. 1 000 000 USD pour 3 ans.

➤ Connaissance, technologie et innovation

- Développement d'une bioéconomie forestière comme mécanisme de valorisation des chaînes d'approvisionnement forestières. 1 000 000 USD pour 7 ans.



- Améliorer le système d'information sur les sauvegardes (SIS) dans le suivi de la déforestation et de la biodiversité. 500 000 USD par an pendant 10 ans.
 - Amélioration des systèmes d'irrigation pour une utilisation efficace des ressources en eau. 2 000 000 USD pour 10 ans.
 - Collecte des eaux de pluie et autres systèmes de stockage efficaces (promotion des systèmes basés sur les écosystèmes). 5 000 000 USD pour 5 ans.
 - Mettre en œuvre l'innovation dans la production, en particulier pour l'élevage (par exemple, élevage régénératif, déforestation contrôlée, agriculture intelligente face au climat et paysages productifs protégés). 2 000 000 USD sur une décennie.
- **Finance, investissement et secteur privé**
- Partenariats public-privé avec des producteurs qui génèrent des financements pour réduire la déforestation. 1 000 000 USD pour cinq ans.
 - Processus de certification (suivi des produits respectueux de l'environnement) et mécanisme de compensation. 1 000 000 USD pour 7 ans.
- **Gouvernement et politique publique**
- Mise en œuvre des politiques de conservation et de développement durable : soutien à la formulation et à la mise en œuvre de politiques favorisant la conservation des écosystèmes et le développement durable. 2 000 000 USD sur une décennie.
 - Soutien aux communautés autochtones pour qu'elles accèdent à la pleine autonomie. 5 000 000 USD sur une décennie.
 - Renforcer les institutions grâce à l'échange d'informations sur les bonnes pratiques entre les gouvernements régionaux et nationaux. 1 000 000 USD pour 5 ans.
 - Création de nouvelles zones naturelles infranationales de conservation, pour l'intégration régionale et l'implication des gouvernements locaux. 4 000 000 USD pour 5 ans.

Partenariats clés en Bolivie

Au niveau international, les Départements de Pando, Tarija et Santa Cruz sont membres du GCF Task Force et collabore avec d'autres ONG internationales et nationales telles que la Fundación Natura Bolivia, le WWF, le WCS, Conservation International et Conservación Amazónica.

Pando est membre du Corridor touristique trinational amazonien-andin péruvien, brésilien et bolivien et de la Plateforme interinstitutionnelle pour l'articulation du complexe de production fruitière amazonienne - PICFA, avec la coordination des gouvernements-et secteur privé.

Santa Cruz et Tarija sont membres de l'Intégration du Centre-Ouest de l'Amérique du Sud. tion Zone (ZICOSUR) et le département de Santa Cruz est membre de la campagne mondiale Race To Zero pour mobiliser le leadership et le soutien des entreprises, des villes, des régions et des investisseurs pour une reprise saine, résiliente et sans carbone qui prévient les menaces futures et crée des emplois. et débloquer une croissance inclusive et durable.





Pando

SUPERFICIE TOTALA JURIDICIONNELLE (KM2)

63 827 [6]

COUVERTURE FORESTIERE TOTALE (HA)

6 005 414 [7]

JURIDICION POPULATION TOTALE

154 400 [6]

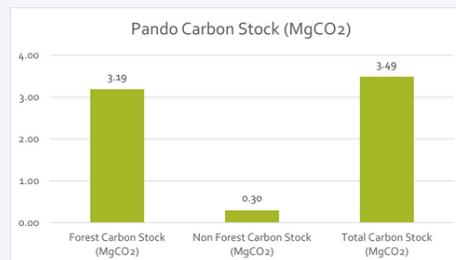
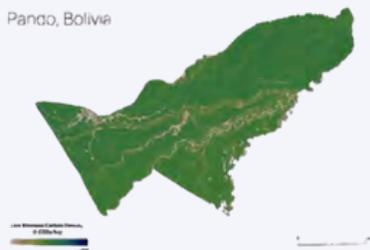
POPULATION RURALE / URBAINE

40,5% / 59,5% [7]

MEMBRES DEPUIS

2023

Pando, Bolivia



Carte datant de novembre 2023. Pour les dernières informations sur les variations des stocks de carbone, les émissions et les absorptions dans toutes les juridictions, veuillez visiter ctrees.org.



Santa Cruz

SUPERFICIE TOTALA JURIDICIONNELLE (KM2)

370 621 [6]

COUVERTURE FORESTIERE TOTALE (HA)

26 540 604 [8]

JURIDICION POPULATION TOTALE

4 000 143 [9]

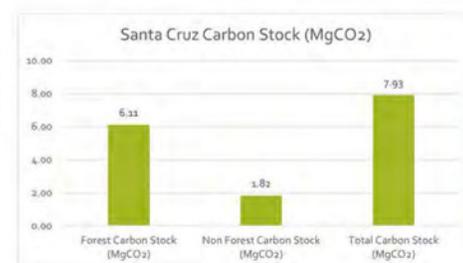
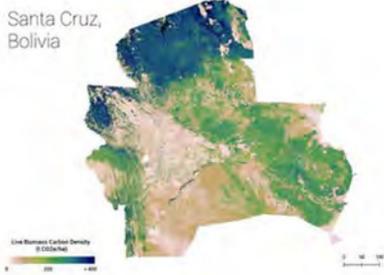
POPULATION RURALE / URBAINE

44 % / 56 % [6]

MEMBRES DEPUIS

2023

Santa Cruz, Bolivia



[6] Institut National de Estadística. <https://www.ine.gob.bo>

[7] Secretaría Departamento de Gestión Integral de la Madre Tierra ; Cobertura Boscosa et GADP (2018). Cobija, Pando; GADP.

[8] Secretaría de Medio Ambiente y Desarrollo Sostenible - Dirección de Recursos Naturales ; Gobierno Autónomo Departamental de Santa Cruz, Cobertura Boscosa (2018). Santa Cruz de la Sierra, Santa Cruz; GADSC.

[9] Institut Cruceño de Estadísticas ; Informations démographiques. Tiré de <https://www.santacruz.gob.bo>



Tarija

SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)

37 623 [6]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

2 012 000 [10]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

601 214 [6]

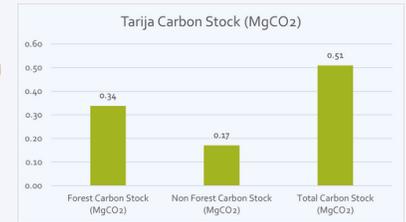
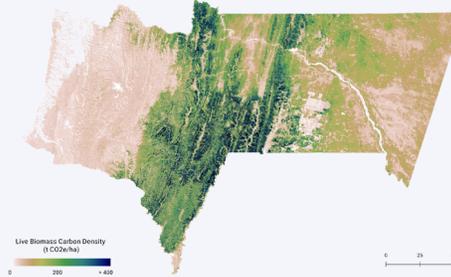
POPULATION RURALE / URBAINE

32,2 % / 67,8 % [6]

MEMBRES DEPUIS

2023

Tarija, Bolivia



« Il est important de souligner l'importance de créer un Comité mondial sur les peuples autochtones et les communautés locales au sein du groupe de travail du GCF, en tant qu'espace permettant de parvenir à un accord entre les représentants des gouvernements locaux, les communautés locales et les organisations autochtones. »

GUSTAVO SÁNCHEZ

Équipe exécutive du Comité mondial (directeurs de l'Alianza Mesoamericana de Pueblos y Bosques)

[10] Secrétariat au développement de la production, à la remise en état et à l'environnement, Ministère de l'Agriculture, Département de l'Agriculture

Brésil

JURIDICTION

Acre, Amapá, Amazonas, Maranhão, Mato Grosso, Pará, Rondônia, Roraima et Tocantins

Principales menaces et défis pour la conservation des forêts et la promotion de moyens de subsistance durables et la réduction de la pauvreté :

► Gouvernement et politique publique

- Les menaces et les défis auxquels sont confrontés les gouvernements infranationaux au Brésil sont liés aux actions nécessaires pour transformer le mode actuel de développement économique en un modèle inclusif qui permet de répondre aux exigences de création d'emplois, de revenus et de bien-être des communautés locales, en évaluant de manière intensive et efficace les forêts existantes. Ces stocks existent toujours et permettent et encouragent l'utilisation et la restauration des zones dégradées ainsi que la restauration des forêts.
 - Les principaux défis varient selon les États, en fonction de facteurs tels que le cadre réglementaire, la capacité institutionnelle et la composition de la matrice de production. La nécessité d'adopter ou de renforcer des stratégies efficaces de commandement et de contrôle pour mettre fin aux activités illégales, avec une action coordonnée pour promouvoir la régularisation des terres avec des contrôles aux frontières et une action contre la criminalité organisée. Renforcer le processus de transfert s'orienter vers une nouvelle économie forestière : la bioéconomie.
- Même si, à différents niveaux de gouvernance environnementale, le rôle de l'État s'est avéré important pour atteindre les objectifs de conservation du climat et de la biodiversité, une approche transfrontalière ainsi qu'un engagement et une interaction avec les gouvernements nationaux et municipaux sont essentiels, dans le cadre du Pacte de la Fédération. L'adoption de pactes et la coopération entre différents acteurs sont également une autre condition qui reconnaît et valorise les contributions institutionnelles des organisations de la société civile, du secteur universitaire et du secteur privé, minimisant ainsi la possibilité de duplication des efforts. Il est très important de bâtir et de renforcer les relations entre le gouvernement central et les gouvernements régionaux. Toute initiative visant à développer la région de manière durable ne peut ignorer le fait que près de 70 % de la population de la région est concentrée dans les zones urbaines et que se trouvent là les centres d'enseignement et de connaissances ayant un potentiel d'innovation.





« Nous avons de plus en plus l'impression que tout se passe au niveau local, bien sûr, tout a une dimension mondiale, mais sans aucun doute, les mécanismes qui ont le plus grand attrait transformateur sont ceux qui sont plus profondément enracinés dans les sentiments de la population. »

SIMO JATÈNE

Ancien gouverneur, Pará, Brésil

Principales opportunités de financement/soutien requis par les juridictions membres du GCF Task Force au Brésil :

► **Gouvernement et politique publique**

- L'État prévoit de lutter contre la déforestation illégale (150 millions de dollars par État sur cinq ans). Tous les plans des États pour lutter contre la déforestation illégale et lutter contre les incendies de forêt envisagent des investissements dans les systèmes de surveillance, de reporting et de vérification (MRV), l'intelligence territoriale intégrée (en tenant compte des procédures opérationnelles, de l'espace de situation et des ajustements de la base juridique) et la lutte contre la criminalité environnementale (accessoires de ressources humaines, équipements, et infrastructures). Ces ressources peuvent renforcer l'action régionale sous la coordination du Consortium interétatique pour le développement juridique durable.
- Accroître la mise en œuvre de politiques publiques intégrées (10 millions de dollars pour chaque État sur cinq ans). Certains États disposent de programmes de développement écologiquement durable, qui complètent les plans nationaux visant à mettre fin à la déforestation, tels que le programme Amazonas Mais Verde en Amazonas, le plan national Amazônia Agora au Pará et la stratégie de production, de durabilité et d'inclusion dans le Mato Grosso. Dans d'autres États, la conception et la mise en œuvre de ces initiatives intégrées doivent être entreprises.
- Préparation, validation et mise en œuvre du plan national pour la restauration de la végétation indigène (90 millions de dollars EU sur cinq ans). Sur la base de l'expérience récente du Pará dans la formulation de plans d'État, qui sont encore au stade de la consultation publique, le Pará cherche à soutenir tous les États dans la conception, la validation et la mise en œuvre de ces plans qui sont des instruments qui intègrent et unifient diverses interventions, stratégies et actions gouvernementales pour la restauration de la végétation. . Cela est nécessaire pour formuler et mettre en œuvre des instruments de gouvernance et de planification, tels que des politiques publiques, des incitations financières, des incitations de marché, de bonnes pratiques agricoles et

d'autres mesures nécessaires pour accroître l'ampleur des actions de rétablissement, en ciblant en particulier les réserves naturelles et les zones de conservation permanentes ainsi que les zones dégradées. Ces plans ne sont pas destinés à être des instruments autonomes et doivent être considérés et utilisés comme un complément et un moyen nécessaire pour faire progresser les politiques nationales en matière de changement climatique, de bioéconomie ou de développement à faibles émissions.

► **Finance, investissement et secteur privé**

- Accès au financement climatique REDD+ (5 millions de dollars par État sur cinq ans). Les mouvements récents dans la structuration de marchés du carbone juridictionnels volontaires associés au lancement de la Coalition LEAF et à la reconnaissance de normes pour mener des transactions juridictionnelles sur le carbone ont accru l'action des gouvernements locaux pour répondre aux exigences de la norme TREES. Des investissements supplémentaires sont nécessaires de toute urgence pour compléter les qualifications des pays afin d'accéder aux marchés du carbone juridictionnels volontaires REDD+, en mettant l'accent sur les aspects techniques et politiques ainsi que sur d'autres aspects qui n'ont pas encore été abordés et liés au MRV et aux audits externes. On estime que les investissements réalisés à ce jour représentent 1/4 de l'investissement total requis, sans considérer que des investissements supplémentaires doivent être canalisés pour réduire efficacement la déforestation et permettre ainsi les transactions CRE.
- Un système de paiement pour les services environnementaux et d'éventuels crédits de biodiversité (90 millions de dollars US pour la région sur cinq ans). Un mécanisme important pour valoriser les services environnementaux. Bien qu'il existe des instruments de marché pour payer les services environnementaux liés aux ressources en eau, les instruments liés au maintien des peuplements forestiers sont inadéquats et limités aux programmes publics. Concernant les produits de biodiversité soumis aux politiques de paiement pour services environnementaux, nous avons les cas du pirarucu en Amazonas et du caoutchouc à Acre.

► Connaissance, technologie et innovation

Création de conditions propices au développement bioéconomique (50 millions de dollars par État, sur cinq ans) pour créer ou compléter les programmes infranationaux intégrés en cours, tels que le programme Amazonas Mais Verde, la stratégie de production, de maintien et d'inclusion et le plan Agora et l'État d'Amazonas. ses composants. L'objectif général est d'investir dans des mesures qui augmentent la compétitivité de la région amazonienne, réduisent les risques réglementaires et autres associés aux investissements, soutiennent la structuration d'équipes techniques dans les États qui soutiennent la mise en œuvre de politiques publiques et la coordination intersectorielle et interinstitutionnelle. et la mise en œuvre.

Société et communauté

Le Comité IPLC du GCF Task Force au Brésil a identifié les domaines de financement prioritaires et les projets prêts à être mis en œuvre : développement des économies et des mécanismes de production autochtones ; planification organisationnelle et renforcement des capacités ; partager des connaissances sur les stratégies de gestion environnementale et régionale ; l'élaboration de politiques publiques ; et, en tant qu'élément intersectoriel dans chacun de ces projets, le développement de mécanismes visant à accroître l'égalité des sexes et la participation des jeunes. Les bénéficiaires directs sont les peuples autochtones et les communautés locales de toute l'Amazonie brésilienne, avec leurs organisations et le Mémorial Chico Mendes comme partenaires de mise en œuvre. Ce programme nécessite des fonds de 35 millions de dollars américains sur 5 ans.

Partenariat

Le GCF Task Force au Brésil se coordonne étroitement avec des partenaires du gouvernement, de la société civile organisée et du secteur privé, notamment le Consortium interétatique pour le développement durable de l'Amazonie légale et l'Association brésilienne des entités environnementales de l'État (Abema). Les États du GCF Task Force ont également créé un Comité régional des peuples autochtones et des communautés traditionnelles, composé de 8 organisations non gouvernementales et de plus de 10 organisations communautaires autochtones et traditionnelles.

connexion. Le Comité régional a joué un rôle important en permettant la mobilisation des organisations autochtones locales, ainsi que la participation des dirigeants de l'État. Le Comité régional mène ses travaux à travers plusieurs groupes de travail techniques axés sur des sujets tels que la qualification et la quantification de la dégradation forestière, les cadres juridiques infranationaux et nationaux. Le GCF Task Force au Brésil a également développé des canaux de dialogue permanents avec le gouvernement fédéral et les institutions collaboratrices.

Le GCF Task Force au Brésil s'associe également à des partenaires techniques, notamment l'ambassade de Norvège à Brasilia, l'IPAM, le secrétaire à l'environnement et à la durabilité du Pará, l'ambassade britannique à Brasilia, The Nature Conservancy, la Fundação Amazônia Sustentável (FAS), l'Earth Innovation Institute - EII, Fonds de défense de l'environnement (FED), Conservation International, Centro Internacional de Agricultura Tropical (CIAT), Sitawi Finanças do Bem. USAID Brésil, Institut de Pesquisa Ambiental da Amazônia - IPAM, Instituto Centro de Vida - ICV et BVRio Institute, entre autres.



Crédit : Arthur Castro



« Le réseau collaboratif du GCF Task Force est essentiel à la mise en œuvre des plans de développement durable. De la mobilisation de financements et de formations à l'assistance technique et opérationnelle, l'appui du GCF Task Force a accéléré l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques dans les pays à climat tropical. les forêts. »

JULIE MESSIAS

État d'Acre, Brésil



Acre

SUPERFICIE DE L'ÉTAT (KM2)

164 173 [11]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

14 018 732,47 [12]

POPULATION TOTALE (POPULATION)

830 026 [13]

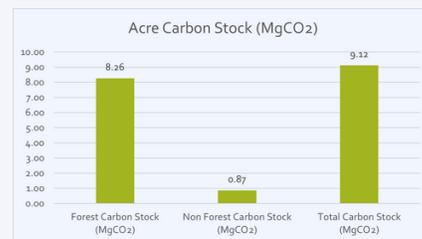
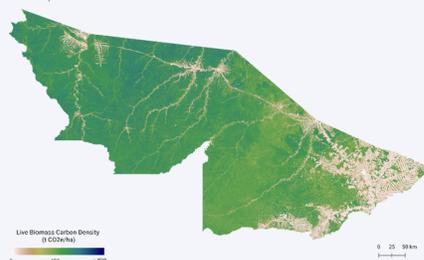
POPULATION RURALE/URBAINE

27,39% / 72,56%

MEMBRES DEPUIS

2008

Acre, Brazil



Amapá

ZONE S (KM2)

142 471 [11]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

11 639 880,7 [12]

POPULATION TOTALE (POPULATION)

733 508 [13]

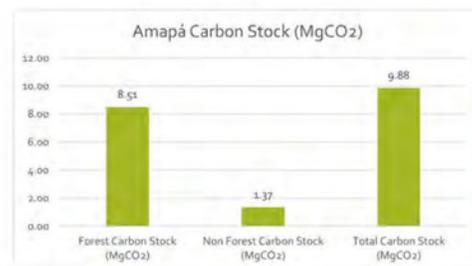
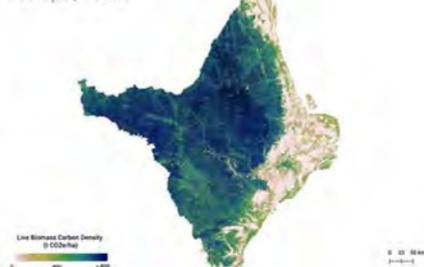
POPULATION RURALE/URBAINE

10,23 % / 89,77 % [13]

MEMBRES DEPUIS

2008

Amapá, Brazil



[11] Zones territoriales : zones territoriales brésiliennes 2022. Rio de Janeiro : IBGE, 2023

[12] CGTI, A. (s.d.). Carte de Cobertura Végétale. Cobertura Végétale. <https://antigo.mma.gov.br/biomas/amaz%C3%B4nia/mapa-de-cobertura-vegetal.html>

[13] Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística IBGE (s.d.). IGP - plate-forme géographique interactive. <https://censo2022.ibge.gov.br/apps/pgi/#/home>



Amazonas

SUPERFICIE DE L'ÉTAT (KM2)

1 559 256 [11]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

145 494 177,36 [12]

POPULATION TOTALE (POPULATION)

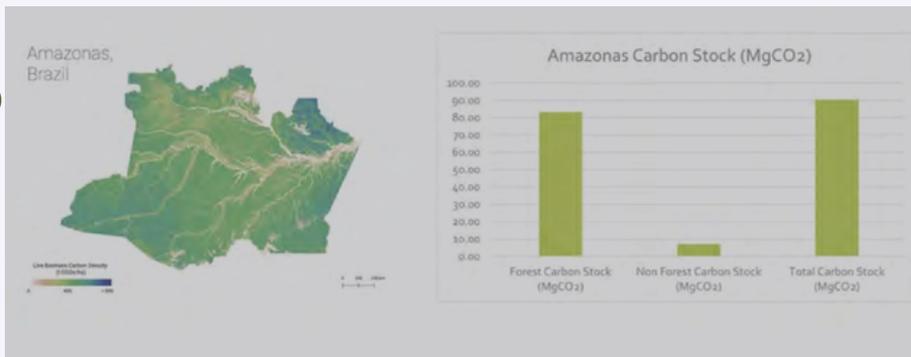
1 559 256 [13]

POPULATION RURALE/URBAINE

20,91 % / 79,09 % [13]

MEMBRES DEPUIS

2008



Maranhão

ZONE S (KM2)

329 651 [11]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

18 453 862,98 [12]

POPULATION TOTALE (POPULATION)

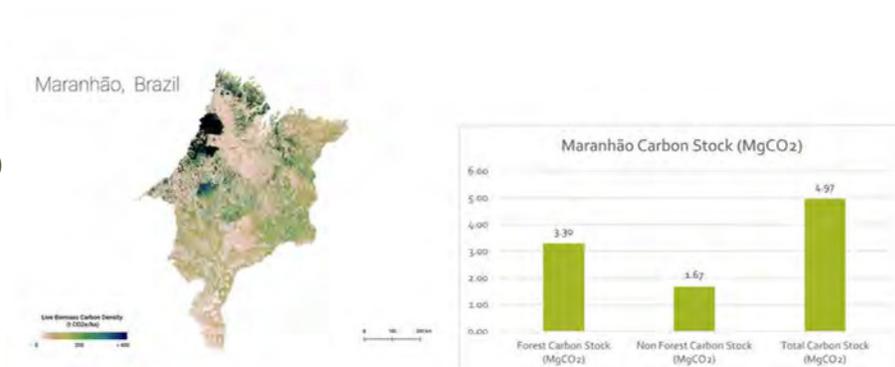
830 026 [13]

POPULATION RURALE / URBAINE

27,39 % / 72,56 % [13]

MEMBRES DEPUIS

2016



« L'importance d'impliquer les communautés autochtones dans le dialogue sur la planification du développement à faibles émissions ne peut être sous-estimée. Le GCF Task Force a joué un rôle clé dans la création de comités régionaux des IPLC au Brésil, conformément aux principes directeurs des IPLC, pour travailler en partenariat avec les communautés autochtones. Le réseau du GCF Task Force est nécessaire et continue de s'étendre, car certains pays et gouvernements locaux ne font pas leurs devoirs lorsqu'il s'agit d'inclure de véritables gardes forestiers dans leurs plans. »

FRANCISCA ARARA

Secrétaire aux peuples autochtones, État d'Acre, Brésil



Mato Grosso

SUPERFICIE DE L'ÉTAT (KM2)

903 208 [11]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

47 626 157,84 [12]

POPULATION TOTALE (POPULATION)

3 658 813 [13]

POPULATION RURALE/URBAINE

18,20 % / 81,80 % [13]

MEMBRES DEPUIS

2008



Pará

ZONE S (KM2)

1 245 871 [11]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

93 141 315,96 [12]

POPULATION TOTALE (POPULATION)

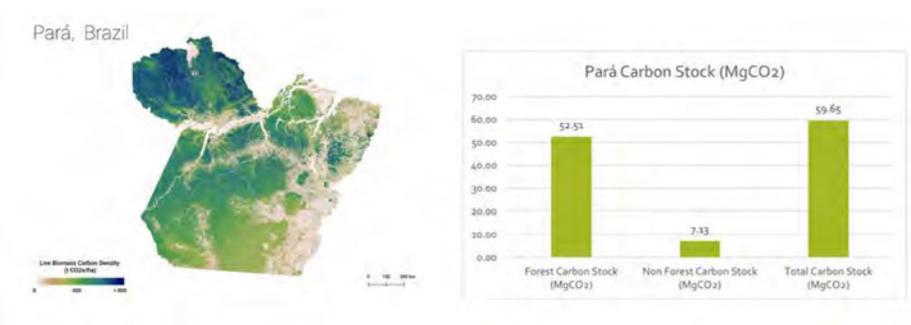
8 116 132 [13]

POPULATION RURALE/URBAINE

31,52 % / 68,48 % [13]

MEMBRES DEPUIS

2008





Rondonie

SUPERFICIE DE L'ÉTAT (KM2)

237 754 [11]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

13 302 336,3 [12]

POPULATION TOTALE

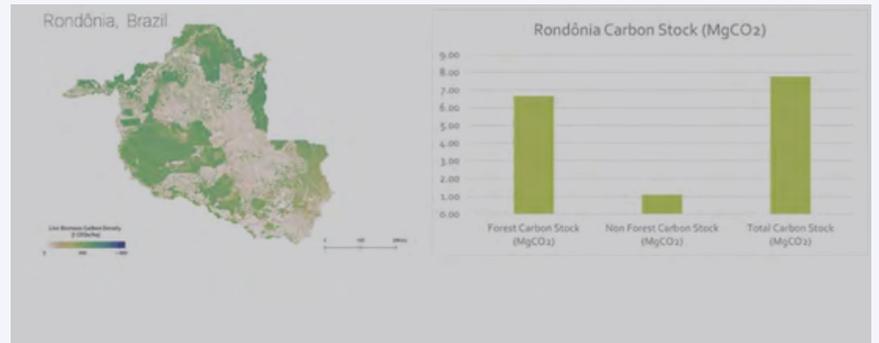
1 581 016 [13]

POPULATION RURALE/URBAINE

26,48 % / 73,55 % [13]

MEMBRES DEPUIS

2014



Roraima

SUPERFICIE DE L'ÉTAT (KM2)

233 645 [11]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

17 086 458,85 [12]

POPULATION TOTALE (POPULATION)

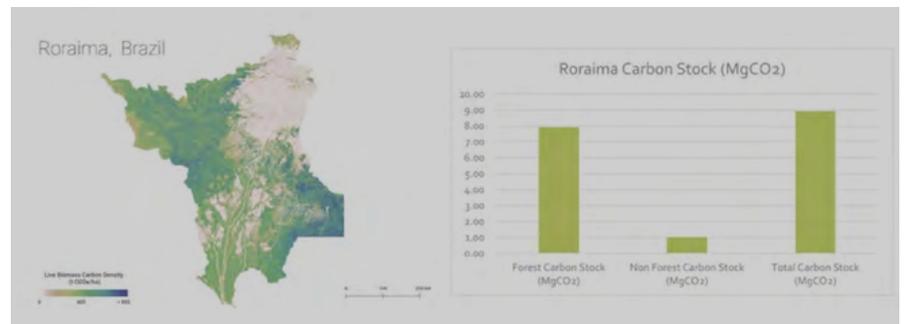
636 303 [13]

POPULATION RURALE/URBAINE

23,45% / 76,55% [13]

MEMBRES DEPUIS

2016



« Ces juridictions travaillent ensemble pour créer un cadre qui permettra d'intégrer la réduction des émissions dues à la déforestation dans les nouveaux régimes politiques américains et internationaux. Il est incroyable de voir ce que ces initiatives ont accompli au cours des dernières années et qu'il reste encore beaucoup à faire. »

HARRISON FORD

Extrait d'un discours prononcé par Harrison Ford lors du troisième Sommet mondial des gouverneurs sur le climat en novembre 2010.



Tocantins

SUPERFICIE DE L'ÉTAT (KM2)

277 424 [11]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

13 077 505,14 [12]

POPULATION TOTALE (POPULATION)

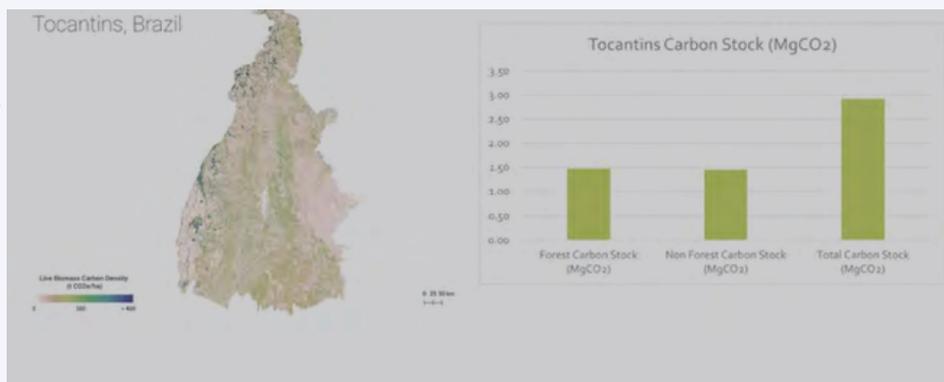
1 511 459 [13]

POPULATION RURALE/URBAINE

21,20 % / 78,80 % [13]

MEMBRES DEPUIS

2012



Crédit : Fernando Alves

Colombie

JURIDICTION
Caqueta

Crédit : John Barros



Caqueta

SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)

92 709 [14]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE

409,18 [15]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

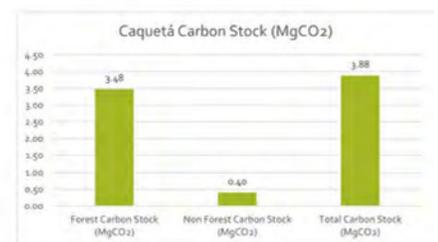
425 053 [16]

POPULATION RURALE/URBAINE

34,36 % / 65,64 % [17]

MEMBRES DEPUIS

2016



[14] Consultation Catastrale | GÉOPORTAIL. (s.d.). Géoportail.igac.gov.co. <https://geoportal.igac.gov.co/contenido/consulta-catastral>

[15] Sistema de Información Ambiental Territorial de la Amazonia Colombiana - SIAT-AC. <https://siatac.co/>

[16] Departamento Administrativo Nacional de Estadística - Proyecciones demográficas (2018). <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisti-cas-por-thèmes/démographie-y-population/proyecciones-de-poblacion/proyecciones-de-poblacion>

[17] Departamento Administrativo Nacional de Estadística - Proyecciones demográficas (2018). <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisti-cas-por-thèmes/démographie-y-population/proyecciones-de-poblacion/proyecciones-de-poblacion>

Menaces et défis pour la conservation des forêts, l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté (ou la promotion d'un développement à faibles émissions)

- Menace : conflit armé. Si nous ne parvenons pas à un accord de paix en Colombie, il sera très difficile d'exercer un contrôle territorial, ainsi que la gouvernance et les institutions locales pour diriger le processus de mise en œuvre de moyens de subsistance durables et de modèles de développement à faibles émissions, étant donné l'inconfort de la gouvernance territoriale.
- Les défis du développement d'une économie forestière. Dans la région du département de Caquetá, nous travaillons à générer une économie forestière à partir d'une gestion forestière durable basée sur les produits ligneux et non ligneux, dans le cadre de la génération d'une culture forestière qui devrait être une alternative pour la population et les communautés locales et les peuples autochtones qui habitent les forêts de la région.
- La création d'une chaîne d'approvisionnement pour les produits forestiers constitue un défi majeur dans la construction d'alliances public-privé, car les entreprises privées recherchent des zones offrant des conditions juridiques et sécuritaires appropriées pour investir. Néanmoins, nous progressons dans la création de conditions de marché avec le soutien de la coopération internationale.

Principales opportunités de financement/soutien requis par les pays membres du GCF Task Force en Colombie

- **Société et communauté**
 - Faire avancer le processus des droits territoriaux
 - Formation aux techniques de récolte des produits forestiers (gestion forestière durable)
- **Connaissance, technologie et innovation**
 - Recherche et développement liés à la chaîne bioéconomique Innovation pour intégrer les produits forestiers non ligneux dans la chaîne d'approvisionnement
- **Finance, investissement et secteur privé**
 - Alliance public-privé pour garantir des marchés pour les produits forestiers durables Financement
 - bancaire public et privé pour les entreprises de bioéconomie
- **Gouvernement et politique publique**
 - Créer des conditions juridiques qui garantissent les investissements publics et privés Mettre en œuvre les
 - politiques publiques à faibles émissions développées au cours de la dernière décennie

Projet facile à financer à Caquetá

- Restauration productive et fonctionnelle des forêts pour produire une connectivité des écosystèmes et des processus économiques locaux. 5 000 000 USD pour une période de 5 ans
- Planification agro-environnementale dans le département de Caquetá. 900 000 USD pour une période de 18 mois pour orienter les investissements et une économie à faibles émissions.
- Plan de gestion forestière pour le département de Caquetá et autorisation de 50 000 hectares pour l'usage forestier des petits propriétaires (campesinos). 4 000 000 USD pour une période de 5 ans, pour construire et développer la chaîne de valeur des produits ligneux et non ligneux à travers des processus bioéconomiques

Partenariats clés

Le département de Caquetá a des alliances à différents niveaux. Au niveau des syndicats productifs, on trouve les éleveurs, les producteurs d'hévéas, les producteurs de cacao, les producteurs de café et les pisciculteurs. Avec des organisations non gouvernementales, telles que The Nature Conservancy, Earth Innovation Institute et Fundación para Conservación y Desarrollo de (FCDS), qui ont travaillé sur la restauration productive au niveau des projets et des paysages, la gestion durable des forêts et la consolidation de la valeur des produits agricoles et forestiers. Chaînes. En outre, un travail important est également en cours avec les communautés autochtones et les agriculteurs pour collaborer sur les processus de production. Il existe également des partenariats avec des organisations de recherche et des groupes de réflexion, tels que SINCHI - Amazon Scientific Research Institute.



Crédit : John Barros

Côte d'Ivoire

JURIDICTION
Bélier & Cavally





Bélier

SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)

6 809

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

36 099,1 (2015) [18]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

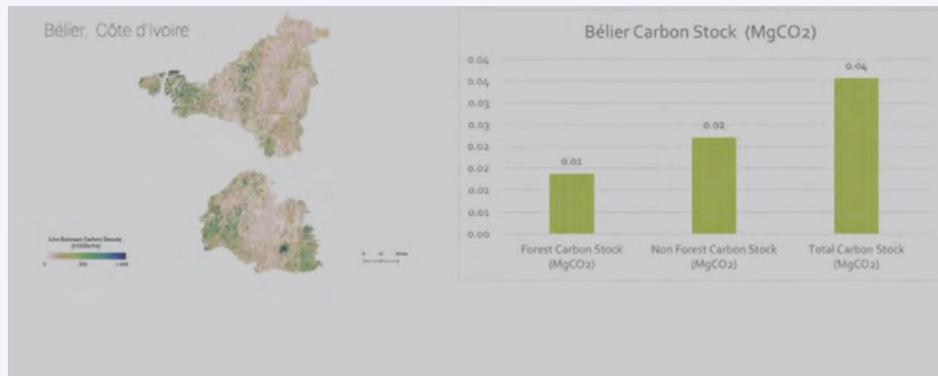
415 593 (2021) [19]

POPULATION RURALE/URBAINE

63,5% / 36,5% (2021) [19]

MEMBRES DEPUIS

2015



Cavally

SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)

11 280

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

52 000 (2019) [20]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

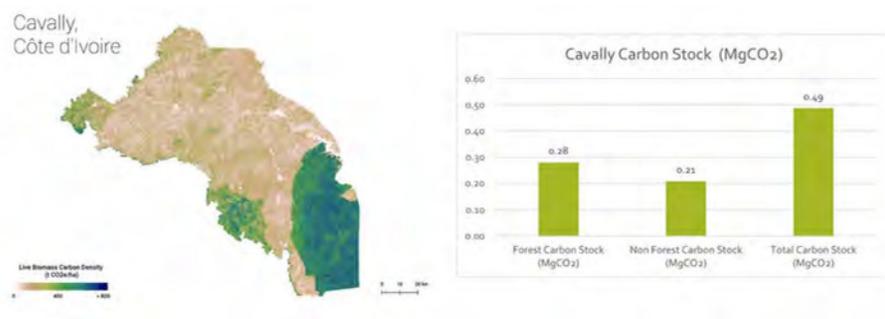
708 241 (2021) [19]

POPULATION RURALE / URBAINE

58,4 % / 41,6 % (2021) [19]

MEMBRES DEPUIS

2015



[18] Projet GCFTF. REDD+ Côte d'Ivoire. Plan Stratégique Régional de Restauration des Paysages Forestiers dans la Région du Bélier (s.d.). <https://reddplus.ci/projet-gcftf/>

[19] Ministère du Plan et du Développement, Resultats Globaux Definitifs (2022). Abidjan.

[20] Rapport préparé pour l'agence spatiale britannique en juillet 2020. (s.d.).

<https://www.spacefordevelopment.org/wp-content/uploads/2020/07/State-and-Trends-of-Deforestation-in-Cdi.pdf>



Menaces et défis pour la conservation des forêts, l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté (ou l'encouragement d'un développement à faibles émissions)

La Côte d'Ivoire est depuis longtemps le plus grand producteur mondial de cacao (chocolat). Cependant, la production agricole extensive a entraîné une déforestation importante depuis l'indépendance du pays de la France en 1960. Entre 1990 et 2020, on estime que le pays a perdu 63 % de sa couverture forestière. Les principaux facteurs de cette déforestation et de cette dégradation sont la production agricole intensive, ainsi que l'exploitation forestière illégale et la production de charbon de bois associées au défrichage des terres pour l'agriculture. Comme dans d'autres régions tropicales, lorsque les paysages forestiers subissent la déforestation ou la dégradation, ils perdent leur capacité à maintenir un approvisionnement suffisant en produits forestiers et en services écologiques pour le bien-être humain, le fonctionnement des écosystèmes et la conservation de la biodiversité. Cela se traduit par une réduction de la biodiversité, des impacts négatifs sur la qualité de l'eau et une dégradation de la fertilité des sols, ainsi que des impacts climatiques résultant du rejet d'émissions de gaz à effet de serre.

Les principales menaces et défis pour la conservation des forêts et le développement à faibles émissions en Côte d'Ivoire sont :

- Une production agricole extensive de cultures telles que le cacao, le café, l'huile de palme, les noix de cajou et le caoutchouc a abouti à

perte importante de terres forestières à cause du défrichage. Bien que ces cultures – en particulier le cacao – soient devenues d'importants moteurs économiques de l'économie, la perte continue de terres forestières et la dégradation croissante des terres ont également entraîné une réduction de la productivité agricole (et des bénéfices économiques) au fil du temps.[21] L'exploitation forestière

- illégale est motivée par l'expansion agricole ou, de plus en plus, comme une source de revenus plus importante que les agriculteurs peuvent vendre sous forme de bois ou de charbon de bois.[22] Manque de choix et de sécurité économique pour
- une population croissante, y compris un manque de participation communautaire à une meilleure gestion des forêts.[23]

Principales opportunités de financement/soutien requis par les pays membres du GCF Task Force en Côte d'Ivoire :

Les régions du Bélier et du Cavally sont confrontées aux mêmes conditions et facteurs de déforestation que l'ensemble du pays. Des opportunités clés pour soutenir une meilleure gouvernance forestière et une croissance économique durable à Bélier et Cavally ont été identifiées grâce à un processus des parties prenantes mené avec le soutien du PNUD et du GCF Task Force dans le cadre du Plan stratégique de restauration des paysages forestiers de Bélier et du Plan stratégique pour une production agricole zéro déforestation à Cavally. Des montants de financement spécifiques seront inclus dès qu'ils seront disponibles. Ces opportunités comprennent :

[21] Portail officiel de données ouvertes (data.gouv.ci)

[22] Les plantations ombragées de cacao sont à l'origine de la déforestation en Côte d'Ivoire - ISS Africa

[23] Plan Stratégique Régional de Restauration des Paysages Forestiers dans la Région du Bélier, Plan Stratégique de Production Agricole Zéro-Déforestation de la Région du Cavally

► Société et communauté

- Renforcement des capacités des agriculteurs et des communautés en matière de méthodes de production agricole plus durables (agriculture sans déforestation et initiatives agroforestières) et de gestion communautaire
- des forêts. Soutenir la création d'activités économiques forestières plus durables, par exemple à travers le reboisement, les produits forestiers non ligneux et les initiatives agroforestières. , l'écotourisme, les paiements pour les services environnementaux et la finance carbone.

► Connaissance, technologie et innovation

- Soutenir la création de banques de semences centralisées, ainsi que de pépinières privées et communautaires, destinées aux efforts de reboisement et de restauration des paysages.
- Soutenir une traçabilité accrue des produits forestiers (en particulier le cacao) et de la gestion forestière grâce à des outils de télédétection, des systèmes de certification et des bases de données de suivi.

► Finance, investissement et secteur privé

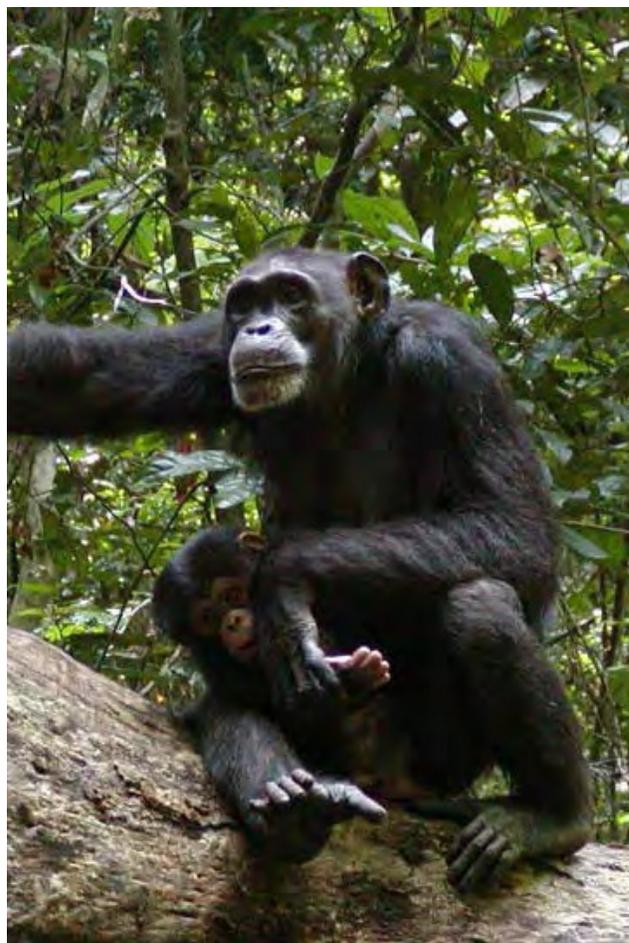
- Soutenir le développement de nouvelles sources de revenus telles que les paiements régionaux pour les programmes de services écosystémiques, les marchés du carbone et l'écotourisme liés aux efforts de restauration
 - des paysages.
- Développer et renforcer les chaînes de valeur et l'accès aux marchés pour les produits forestiers récoltés de manière durable. Cela comprendra un accès accru au crédit pour les agriculteurs qui emploient des pratiques plus durables.

► Gouvernement et politique publique

- Renforcer les processus de dialogue multipartite concernant la gouvernance forestière et l'utilisation des terres.
- Soutenir la création de forêts communautaires pour reboiser les terres dégradées. L'initiative comprendra un soutien à la gestion des semences et des pépinières, aux efforts de reboisement et au développement de processus de gouvernance forestière en collaboration avec les agences gouvernementales.

Partenariats clés

En Côte d'Ivoire, chaque région collabore avec le Ministère des Eaux et Forêts, le Ministère de l'Environnement et du Développement durable, REDD+ Côte d'Ivoire, la Société de Développement des Forêts (SODEFOR), ainsi que des partenaires clés tels que l'Organisation des Nations Unies. Programme des Nations Unies pour le développement et Programme des Nations Unies pour l'environnement, Banque africaine de développement, Centre de recherche forestière internationale et agroforestière mondiale (CIFOR-ICRAF), IDH, Earthworm Foundation, Wild Chimpanzee Foundation et d'autres organisations non gouvernementales, des entreprises privées telles que Nestlé, et les associations villageoises/communautaires.



Crédit : Metzger – Wild Chimpanzee Foundation

Équateur

JURIDICTION

Morona Santiago, Pastaza, Zamora Chinchipe



SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM²)

24 052,2 [24]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

1 716 049,33 [25]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

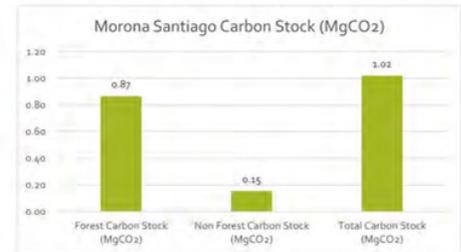
147 940 [24]

POPULATION RURAL/URBAIN

93% / 7% 24

MEMBRES DEPUIS

2023



Menaces et défis pour la conservation des forêts, l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté (ou la promotion d'un développement à faibles émissions)

- Exploitation minière, expansion des frontières agricoles, exploitation forestière illégale, commerce d'espèces, manque de soutien gouvernemental aux projets de subsistance des communautés, La province connaît également une perte de culture et de traditions en raison de l'exode de la population
- des campagnes, Manque de données de base sur la biodiversité et problèmes de production. La province doit
- élaborer un plan de construction de routes, Morona Santiago
- est la province avec le taux de malnutrition le plus élevé.

Principales opportunités de financement/soutien requis par les pays membres du Groupe de travail du GCF en Équateur

- **Société et communauté - 2 923 280,80 USD pour 5 ans**
 - Soutien technique à la conception du projet, y compris les processus participatifs nécessaires basés sur les besoins spécifiques de la région.
 - Articulation d'accords entre le gouvernement provincial et les organisations communautaires autochtones pour la conservation territoriale et la mise en œuvre de moyens de subsistance durables
- **Connaissance, technologie et innovation – 18 027 484,00 USD pendant 10 ans**
 - Développer des accords pour améliorer la qualité de vie des personnes, tels que des projets WASH et la connectivité énergétique.

- Projets de production innovants pour la bioéconomie pour augmenter la valeur ajoutée des produits forestiers
- non ligneux.
- Gestion conjointe des espaces forestiers coutumiers
- Mise en œuvre de la chaîne de valeur de la biodiversité sociale

➤ Finance, investissement et secteur privé - 13 827 760,00 USD pour 10 ans

- Création d'un espace pour travailler de manière coordonnée avec les acteurs de la conservation.
- Constitution et opérationnalisation du Fonds amazonien, qui est intégré par les gouvernements locaux qui forment la Plateforme Amazonienne et les peuples autochtones pour financer la conservation des zones provinciales de conservation et les besoins de développement qui font partie du plan de mise en œuvre de REDD+.

➤ Gouvernement et politiques publiques — 1 730 880,00 USD sur une période de 5 ans

- Formulation et mise en œuvre du plan REDD+ Mise en
- place d'un modèle de gestion et d'utilisation de la vie ancestrale pour la réserve naturelle provinciale, Tarímidí Pujutáí Nunka Renforcement des organisations sociales
- des communautés autochtones de la province

Partenariats clés

Federación Interprovincial de Centros Shuar (FICSH), Pueblo Shuar Arutam (PSHA), Nación Shuar del Equateur (NASHE), Nacionalidad Achuar del Equateur (NAE), Mesa Provincial de la Pitahaya, AFC (Agricultora Familiar Campesina) Province de Mesa, Cooperación de cafetaleros de Morona Santiago et Mesa provincial de ganadería sostenible.

[24] Gobierno Autónomo Descentralizado de Morona Santiago, Plan de Desarrollo y Ordenamiento Territorial de Morona Santiago 2019 -2023.

<https://moronasantiago.gob.ec/pdot-2019-2023/>

[25] Ministère de l'Environnement de l'Eau et de la Transition Ecologique de l'Équateur - Carte de couverture et d'utilisation de la terre de l'Équateur Continental 2020. <http://ide.ambiente.gob.ec:8080/mapainteractivo/>

SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)

29 641 [26]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

2 781 255,39 [27]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

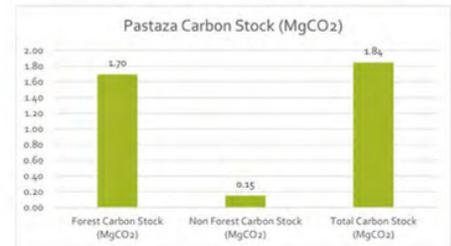
114 202 [26]

POPULATION RURALE/URBAINE

56,01 % / 43,00 % [28]

MEMBRES DEPUIS

2017



Menaces et défis pour la conservation des forêts, l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté (ou l'encouragement d'un développement à faibles émissions)

- Agriculture et élevage (Déforestation)
- Pourcentage élevé de besoins fondamentaux non satisfaits

Principales opportunités de financement/soutien requis par les pays membres du GCF Task Force en Équateur

- **Société et communauté – 3 654 101 USD pour 5 ans.**
 - Développement d'alternatives de production durables et sans déforestation.
 - Encourager les accords de conservation pour protéger les ressources forestières et hydriques.
 - Encourager la restauration des zones dégradées et des sources d'eau
- **Connaissance, technologie et innovation – 5 585 000 USD pour 5 ans**
 - Générer des informations et encourager l'utilisation de la biodiversité à des fins commerciales.

➤ Finance, investissement et secteur privé – 22 534 355 USD pour 5 ans.

- Constitution et opérationnalisation du Fonds amazonien, intégré par les gouvernements locaux qui forment la Plateforme Amazonienne et les peuples autochtones pour financer la conservation des zones provinciales de conservation et les besoins de développement qui font partie du plan de mise en œuvre de REDD+.

➤ Gouvernement et politique publique – 2 163 600 USD pour 5 ans.

- Renforcer les modèles de gouvernance établis par les gouvernements locaux et les communautés autochtones et nationales pour la gestion des réserves naturelles provinciales

Partenariats clés

Gouvernements municipaux et paroissiaux décentralisés, organisations non gouvernementales (ONG), coopération bilatérale - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), organisations et nationalités des peuples autochtones, ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Transition écologique (MAATE), ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, ainsi que des associations de petits agriculteurs (métisses et communautaires).

[26] Gobierno Autónomo Descentralizado de Pastaza, Plan de mise en œuvre de mesures et d'actions REDD+ de la Provincia de Pastaza 2021. https://observatorioibcc.org/wp-content/uploads/2022/08/plan_implementation_medidas.pdf

[27] Ministère de l'Environnement de l'Eau et de la Transition Ecologique de l'Équateur - Mapa de Cobertura y Uso de la Tierra del Equateur Continental 2020. <http://ide.ambiente.gob.ec:8080/mapainteractivo/>

Chinchipe Zamora

SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)

10 572,03 [28]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

668 560,7 [29]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

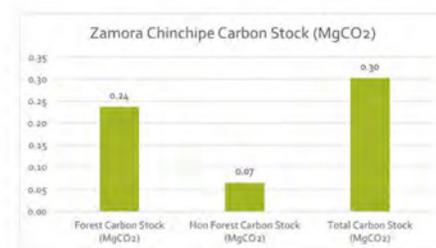
91 376 [28]

POPULATION RURALE/URBAINE

56 %/44 % [28]

MEMBRES DEPUIS

2022



Menaces et défis pour la conservation des forêts, l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté (ou la promotion d'un développement à faibles émissions)

- Activités minières illégales sur les berges des rivières
- Activités minières illégales dans les zones protégées en raison d'un faible contrôle de la part du gouvernement
- Construction de nouvelles routes dans les zones forestières qui favorisent l'émergence de nouvelles colonies
- Perte de valeurs culturelles et d'identité
- Expansion des frontières agricoles et piscicoles ainsi qu'une production inadéquate et une productivité suffisante.
- Déforestation due aux activités agricoles (café et pâturages) et à l'élevage
- Pourcentage élevé de pauvreté monétaire due à l'économie de subsistance.
- Le pourcentage élevé de pauvreté est dû à des besoins fondamentaux non satisfaits.

Principales opportunités de financement/soutien requis par les pays membres du GCF Task Force en Équateur

- **Société et communauté - 1 278 935,35 USD sur une période de 3 ans**
 - Accords de conservation directs avec les communautés
 - Incitations aux communautés pour la conservation et la restauration Renforcement des capacités
- **Connaissance, technologie et innovation - 3 500 000 USD pour 3 ans**
 - Chaîne de valeur des produits forestiers non ligneux
 - Technologisation du secteur agro-productif

➤ Finance, investissement et secteur privé - 1 954 750,00 USD

- Constitution et opérationnalisation du Fonds amazonien, qui est intégré par les gouvernements infranationaux qui forment la Plateforme amazonienne et les nationalités autochtones pour financer la conservation des zones de conservation provinciales et les besoins de développement qui font partie du plan de mise en œuvre de REDD+. Prêts bancaires à faible taux d'intérêt Connectez-vous avec l'industrie et entreprise

➤ Gouvernement et politique publique - 757 260,00 USD pour 3 ans

- Meilleure articulation des plans et politiques publiques provinciales (Ordenanzas, PdIREDD+, Plan de Desarrollo y Ordenamiento Territorial, Intersectoral Mesas, Planes de vida de las Nacionalidades Indígenas)

Partenariats clés

Federación Provincial de la Nacionalidad Shuar de Zamora Chinchipe (FEPNASH - ZCH), Federación del Pueblo Kichwua Saraguro (Zamaskijat), Asociaciones de Pequeños Cafetaleros Ecológicos del Sur (FAPE - CAFES), Asociación de Producción Agropecuaria "LA CHACRA", Asociación de Producción de Cacao y Derivados Aromas del Sur ASOPROMAS, Asociación de productores orgánicos del río Mayo ACRIM, Asociación de pequeños exportadores agropecuarios orgánicos de la Amazonía Ecuatoriana APEOSAE, Asociación Agroartesanal de Productores Ecológicos de Palanda y Chinchipe APECAP, Me sa de Ganadería de Zamora Chinchipe

[28] Gouvernement central décentralisé de Zamora Chinchipe, Plan de développement régional et de gouvernance de Zamora Chinchipe 2019-2023. <https://zamora-chinchipe.gob.ec/wp-content/uploads/2020/08/PDOT-2019-2023-ZAMORA-CHINCHIPE.pdf> [29] Ministère de l'eau ambiante et de la transition écologique de l'Équateur - Carte de couverture et utilisation de la terre de l'Équateur Continental 2020. <http://ide.ambiente.gob.ec:8080/mapainteractivo/>



Indonésie

JURIDICTION

Aceh, Kalimantan central, Kalimantan oriental, Kalimantan nord, Papouasie, Papouasie occidentale, Kalimantan occidental

Menaces et défis pour la conservation des forêts, l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté (ou l'encouragement d'un développement à faibles émissions)

L'Indonésie est confrontée à des défis importants en matière de conservation des forêts et d'amélioration des moyens de subsistance tout en réduisant les risques ou en promouvant un développement à faibles émissions. De 2014 à 2021, l'Indonésie a connu une déforestation brute de plus de 3,9 millions d'hectares. [30] La déforestation a également des impacts sur les zones environnantes, comme l'augmentation du risque d'incendies, d'inondations, d'érosion des sols et de perte de biodiversité. Heureusement, le taux de déforestation en Indonésie a diminué ces dernières années. Le gouvernement indonésien a publié des politiques et des réglementations pour protéger les forêts et encourager une utilisation durable des terres, notamment en renforçant les permis d'exploitation forestière et de plantation de palmiers à huile dans les forêts primaires et les tourbières. L'Indonésie s'est également fixé pour objectif de faire de ses terres forestières un puits net de carbone d'ici 2030.

Cependant, il reste beaucoup à faire pour garantir la poursuite de cette tendance à la baisse et assurer un équilibre entre les efforts de développement et l'amélioration des moyens de subsistance de la population. Certains des défis identifiés pour atteindre ces objectifs, en particulier dans les provinces membres du Groupe de travail du GFC, sont :

► Les politiques de gestion des forêts et des terres ne sont pas intégrées entre les niveaux de gouvernement

C'est l'un des principaux enjeux de la gouvernance forestière en Indonésie. Les politiques élaborées par les gouvernements régionaux ne sont pas toujours conformes aux politiques élaborées par le gouvernement central. D'un autre côté, les politiques élaborées par le gouvernement central ne tiennent pas toujours compte de la situation réelle au niveau régional. Cela se produit particulièrement dans les politiques d'aménagement du territoire et les processus d'octroi de licences de concession. Une étude menée par FWI (2018) [31] dans huit

[30] <https://www.bps.go.id/statictable/2019/11/25/2081/angka-deforestasi-netto-indonesia-di-dalam-dan-di-luar-kawasan-hutan-tahun-2013-2020-ha-th-htm> et <https://sigap.menlhk.go.id/sigap-trial/files/download/buku-deforestasi-indonesia-tahun-2020-2021.pdf>

[31] Antilles françaises. 2018. Conflit sur la gestion des forêts et des terres en Indonésie. Bogor.

La province[32] montre qu'environ 27 % des concessions connaissent des permis qui se chevauchent entre les concessions forestières, les plantations de palmiers à huile et les exploitations minières.

- Des stratégies et des programmes moins intégrés entre les secteurs connexes. Poursuivant le problème des arrangements institutionnels ci-dessus, les intérêts de chaque secteur lié, comme la foresterie, l'agriculture et l'énergie, peuvent être différents, voire contradictoires. Cela crée des problèmes pour aligner les plans de travail qui sont considérés comme étant dans l'intérêt d'un seul secteur et non de plusieurs secteurs, comme dans le cas de la réduction des émissions de GES qui est considérée comme un problème environnemental et non un problème de développement. Cette perspective fait en sorte que les efforts visant à réduire les émissions de GES ne deviennent pas une préoccupation pour les agences autres que les agences environnementales, de sorte qu'ils aboutissent souvent à des plans qui ne peuvent pas être mis en œuvre parce que les agences responsables n'en voient pas l'importance.
- Manque de soutien financier : Longtemps reconnu comme un obstacle majeur aux efforts de conservation de l'environnement, le financement est devenu un problème majeur dans la mise en œuvre de REDD+, notamment parce que le budget de l'État destiné à y remédier est limité. Par exemple, en 2020, le budget alloué à la protection des forêts et de l'environnement ne représentait que 0,9 % du budget total de l'État pour cette année-là. Le pourcentage est beaucoup plus faible dans de nombreuses provinces.

Ces dernières années, de nombreux fonds innovants ont été conçus pour soutenir les mesures de conservation des forêts au niveau régional. Beaucoup d'entre eux sont conformes au programme REDD+. Bien qu'il s'agisse d'une excellente opportunité, une partie de ce financement s'accompagne de l'exigence que davantage de mesures soient prises ou que davantage de fonds soient nécessaires pour se préparer et répondre aux exigences de financement. Il faut donc faire preuve de prudence lorsque les provinces souhaitent saisir cette opportunité.

Un soutien pour traduire les exigences, y compris l'identification des implications pour la région, est également requis.

Récemment, le potentiel de financement des marchés du carbone a attiré l'attention de nombreux acteurs chargés de la mise en œuvre d'activités d'atténuation du changement climatique. Cependant, les connaissances limitées et l'incertitude concernant les réglementations et les marchés, notamment pour les acteurs au niveau régional, les font hésiter à aller plus loin.



« Le [Groupe de travail] du GCF a construit l'unité entre les États et les provinces au niveau infranational grâce à des accords émanant de diverses communautés et en diffusant les résultats aux communautés du monde entier. »

HUSAINI SYAMAUN

Ancien chef du Service forestier, Aceh, Indonésie

- Manque de soutien aux initiatives non réglementaires En particulier dans les zones de plantation, des initiatives telles que l'identification et l'attribution de zones à haute valeur de conservation (HVC) et à haut stock de carbone (SKT) peuvent conduire à la conservation de ces zones. Cela permettra à son tour d'éviter les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, et parfois aussi d'augmenter l'absorption provenant des activités de réhabilitation. Malheureusement, bien que ces initiatives soient incluses dans la feuille de route de la contribution nationale prévue (NDC) de l'Indonésie comme l'une des activités d'atténuation potentielles, elles ne disposent pas de base réglementaire au niveau national et leur capacité d'application est donc faible. Cela dépend en grande partie de la demande du marché.
- Capacité limitée de suivi pour suivre l'état et les performances. Les données constituent un aspect clé du suivi et de l'évaluation. Malheureusement, de nombreuses provinces ne disposent pas de systèmes de surveillance adéquats leur permettant d'estimer correctement les émissions forestières, de sorte qu'elles ne peuvent pas suivre régulièrement l'état de leurs émissions forestières et, par conséquent, leurs performances dans la mise en œuvre de REDD+.

Le Système national de surveillance des forêts (NFMS) est un système de surveillance spatiale de la couverture forestière combiné à des observations aléatoires sur le terrain. Bien que ce système soit un système complet pour capturer les changements du couvert forestier, la résolution de l'image n'est pas suffisamment élevée pour des estimations plus détaillées. Parallèlement, au niveau infranational, les budgets limités rendent difficile le maintien d'un nombre représentatif d'observations sur le terrain (en termes de localisation et de fréquence) pour capturer la dynamique de gestion forestière et les lier à des programmes/activités spécifiques.

[32] Aceh, Riau, Sumatra occidentale, Sumatra sud, Kalimantan occidentale, Kalimantan oriental, Kalimantan nord et Sulawesi central

► Manque de sensibilisation et de capacité des parties prenantes au niveau du site. Au cours de ses premières années, REDD+ s'est concentré sur la phase de préparation, en préparant des politiques et des instruments de soutien pour sa mise en œuvre. Au cours de cette phase de préparation, de nombreuses activités de renforcement des capacités et de sensibilisation sont organisées, dont la plupart s'adressent aux universitaires et aux responsables gouvernementaux. Bien que de tels arrangements soient justifiés, dans la mesure où les universitaires et les responsables gouvernementaux sont censés servir de formateurs locaux et ainsi diffuser les connaissances, ce ne sont pas toujours eux qui effectuent le travail sur le terrain ou occupent des postes de décision pour s'attaquer aux principales causes de la déforestation et de la dégradation des forêts.

Un exemple est l'Unité de Gestion Forestière (KPH). Il existe actuellement 784 KPH33 dans toute l'Indonésie. Malheureusement, tous les KPH n'ont pas les capacités suffisantes pour bien gérer leurs zones, notamment pour gérer toutes les parties prenantes et les activités qui contribuent à la déforestation et à la dégradation des forêts dans leurs zones.

► Diversité culturelle Collectivement, les sept provinces membres du GCF Task Force Indonésie abritent près d'un million d'autochtones, chacun ayant sa propre langue, son dialecte et ses coutumes. Cela se traduit souvent par des points de vue différents et donc des façons différentes de gérer les choses. Pour résoudre certains problèmes, tels que la conservation des forêts et la réduction de l'empiétement, les approches qui fonctionnent dans un domaine ne sont pas toujours applicables dans d'autres domaines. Des situations comme celle-ci peuvent également se produire dans les provinces membres du GCF Task Force dans d'autres pays, donc une séance de partage présentant de nombreux exemples pourrait aider à inspirer le développement d'une approche plus large.

Principales opportunités de financement/soutien requis par les pays membres du GCF Task Force en Indonésie

► Société et communauté

• Comité directeur pour les peuples autochtones et les communautés locales (IPLC) :

Fondés en 2019, les membres de l'IPLC en Indonésie s'efforcent d'accroître la collaboration entre les parties prenantes concernées et d'accroître la reconnaissance des droits coutumiers et des communautés locales, y compris l'intégration des zones définies dans les plans spatiaux provinciaux.

IPLC travaillera également à faciliter le développement

la foresterie sociale et le renforcement des capacités pour permettre aux communautés locales de développer des moyens de subsistance alternatifs. Le plan à court terme de l'IPLC en Indonésie est de fournir une assistance aux communautés autochtones et locales dans la mise en œuvre de la foresterie sociale et le développement d'opportunités économiques alternatives, telles que l'écotourisme et les produits forestiers non ligneux.

Le soutien pour démarrer la mise en œuvre de la foresterie sociale nécessite 35 000 USD par licence/permis, tandis que le développement d'activités commerciales pilotes dans les communautés locales/coutumières nécessite au moins 300 000 USD. Le travail des IPLC comprendra au moins 3 activités pilotes d'ici 2030.

► Connaissance, technologie et innovation

• Réseau de recherche et de connaissances :

Les provinces membres du GCF Task FoC mettent en place un réseau universitaire. Dans un premier temps, ce réseau se concentrera sur les universités locales des provinces membres. En outre, ils établiront des relations avec des universités d'autres régions et à l'étranger. Pour soutenir les échanges intérieurs, il faut environ 100 000 USD par an.

• Appui aux systèmes de suivi REDD+ :

Avoir un objectif de réduction des émissions suite à la mise en œuvre de REDD+ nécessite un système de suivi adéquat pour suivre les progrès, y compris les réductions d'émissions qui ont été réalisées. Le Kalimantan oriental a développé un système de suivi en ligne par le biais du programme du Fonds carbone du FCPF, mais d'autres provinces n'ont pas eu la même opportunité. Bien que le Kalimantan occidental l'ait lancé grâce au soutien financier d'Under2Coalition en 2021.

Ce système de suivi devrait non seulement se concentrer sur les aspects techniques de la mesure du carbone forestier, mais également inclure le suivi d'autres aspects sociaux et environnementaux dans le cadre de la gestion de la protection REDD+.

Les méthodes de surveillance peuvent combiner diverses technologies, telles que la surveillance des forêts par satellite ou des applications mobiles pour collecter des données de terrain et fournir des alertes précoces. Sur la base de l'expérience du Kalimantan oriental, le développement d'un système de surveillance nécessitera des fonds d'environ 250 000 dollars américains par province.

► Finance, investissement et secteur privé

• Exploration et développement du potentiel bioéconomique Potentiel bioéconomique :

Dans les provinces membres de l'Indonésie, le potentiel bioéconomique sera exploré en mettant l'accent sur les produits forestiers non ligneux (PFNL) produits dans les zones gérées par les KPH et les communautés locales/coutumières.

[33] <https://kph.menlhk.go.id/#/data-kph>

Le soutien requis pour ce développement comprend une assistance et une formation sur l'incubation d'entreprises et l'accès au marché, dont le coût est estimé à 200 000 USD pour l'ensemble du réseau la première année, puis à 400 000 USD supplémentaires par province membre pour un développement ultérieur sur 4 ans.

- Soutien à des dispositifs innovants de financement durable : Une avancée décisive est venue du gouvernement provincial du Kalimantan du Nord en 2019, qui a lancé la mise en œuvre d'un programme de transfert fiscal basé sur l'écologie (EFT) appelé Transfert budgétaire provincial basé sur l'écologie (TAPE). Grâce à ce programme, le gouvernement provincial du Kalimantan du Nord alloue un budget[34] à distribuer aux gouvernements des districts et des villes pour soutenir les programmes et les activités qui abordent des questions telles que la conservation des forêts, la qualité de l'air et la gestion des déchets. On espère que ce type d'initiative pourra accroître la sensibilisation et l'intérêt dans les districts et les villes et pourra être adopté par d'autres provinces. Le soutien à la préparation d'une telle initiative nécessitera un financement d'environ 50 000 USD par province sur 2 ans.
- Investissements dans le développement de l'écotourisme : Le secteur privé peut investir dans le développement de l'écotourisme pour soutenir le développement durable en Indonésie. Par exemple, le projet de développement de l'écotourisme marin en Papouasie vise à développer des initiatives économiques durables telles que des entreprises sociales et des coopératives axées sur des produits et services durables, tels que les produits issus des forêts de mangroves ou les produits issus de la sylvopêche. En dehors de cela, ce projet vise également à investir dans des infrastructures durables qui soutiennent le développement de l'écotourisme dans les zones forestières de mangrove. En investissant dans l'écotourisme durable, le secteur privé peut contribuer au bien-être économique et social des communautés locales tout en préservant l'environnement.

► Finance, investissement et secteur privé

- Soutien au développement de modèles juridictionnels et de plans à faibles émissions de carbone Le développement de modèles juridictionnels pour la réduction des émissions a commencé dans le Kalimantan occidental et le Kalimantan central, en grande partie pour répondre aux mesures de zéro déforestation dans la chaîne d'approvisionnement en huile de palme. Cependant, le Kalimantan occidental est également en train de développer un modèle juridictionnel plus large grâce au soutien financier du programme Fenêtre B et du Fonds vert pour le climat.

Le gouvernement d'Aceh, grâce au soutien financier du guichet A, a développé une stratégie de développement intégrée à faible émission de carbone appelée ILEDSA (Stratégie de développement intégrée à faibles émissions pour Aceh) qui tente d'intégrer les questions de changement climatique dans les plans de travail des secteurs concernés. Même si l'efficacité de cette stratégie reste à démontrer, le processus de formulation a rassemblé des parties prenantes de divers secteurs, ce qui devrait accroître la participation et le soutien des secteurs concernés.

Partenariats clés

La collaboration du CDP avec le CDP a commencé en aidant les provinces membres à répondre au questionnaire du CDP pour les États et les régions en 2020. Puis, en 2022, le GFC Task Force en Indonésie et le CDP ont lancé l'élaboration d'un guide de collaboration pour chaque province, qui vise à mettre en valeur le potentiel programmes et activités qui nécessitent un soutien et un partenariat.

Under2Coalition Plusieurs provinces membres du GFC Task Force sont également membres de Under2Coalition et, depuis de nombreuses années, les deux organisations s'invitent à leurs événements et partagent des informations sur leurs programmes.

Le GCF Task Force en Indonésie s'associe également à des partenaires techniques, notamment The Nature Conservancy, Fundação Amazônia Sustentável (FAS), Earth Innovation Institute (EII), Fauna & Flora International (FFI) et le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR).

[34] Avec cinq districts et villes, au cours de la première année de mise en œuvre du TAPE, le gouvernement provincial du Kalimantan du Nord a alloué environ trois milliards de roupies (220 millions de dollars américains). Progressivement, l'allocation sera augmentée pour atteindre sept milliards de roupies (518 millions de dollars) en 2023.



Aceh

SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)

56 839,09 [35]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

3 126,3 36

JURIDICTION POPULATION TOTALE

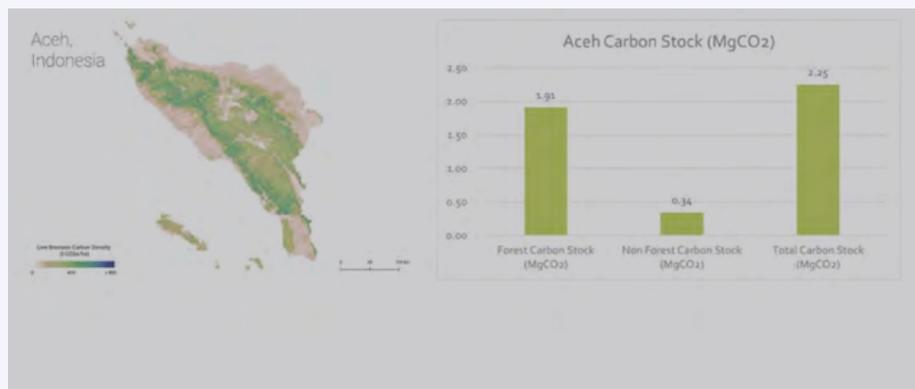
5 407 855 37

POPULATION RURALE/URBAINE

66,11% / 33,89%

MEMBRES DEPUIS

2009



Kalimantan central

SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)

153 443,9 [35]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

7 459,3 [39]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

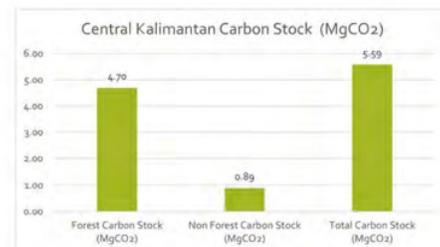
2 741 100

POPULATION RURALE / URBAINE

57,80% / 42,20%

MEMBRES DEPUIS

2011



[35] Aceh en chiffres 2023. <https://aceh.bps.go.id/publication/2023/02/28/71d342c099d759579815e775/provinsi-aceh-dalam-angka-2023.html>

[36] Statistiques du ministère de l'Environnement et foresterie 2021. https://pktl.menlhk.go.id/publikasi/buku_statistik

[37] Aceh en chiffres 2023. <https://aceh.bps.go.id/publication/2023/02/28/71d342c099d759579815e775/provinsi-aceh-dalam-angka-2023.html>

[38] Kalimantan central en chiffres 2023. <https://kalteng.bps.go.id/publication/2023/02/28/45c828b0139ad2a9d3b848ca/provinsi-kaliman-tan-tengah-dalam-angka-2023.html>

[39] Statistiques du ministère de l'Environnement et des Forêts 2021. https://pktl.menlhk.go.id/publikasi/buku_statistik



Kalimantan oriental

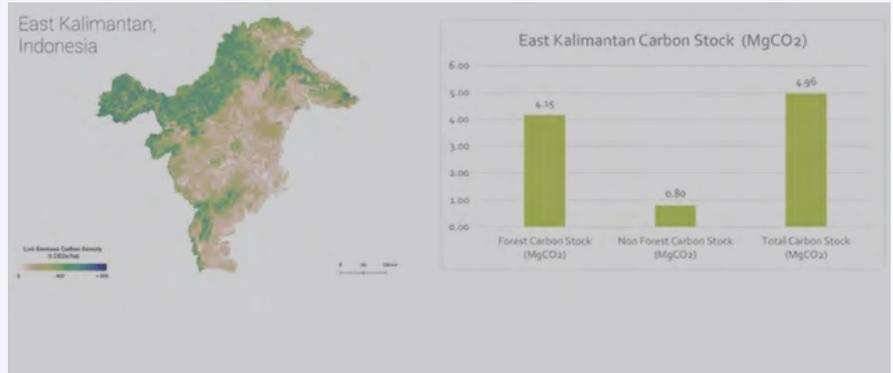
SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)
126 981,28 [40]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)
13 289,5 [41]

JURIDICTION POPULATION TOTALE
3 859 780 [42]

POPULATION RURALE / URBAINE
31,42% / 68,58%

MEMBRES DEPUIS
2010



« L'existence du GCF Task Force est certainement une étape commune dans la lutte contre la déforestation dans chaque région afin de contrôler le changement climatique. Le GCF Task Force est considéré comme très important par le Gouvernement



provincial du Kalimantan oriental parce que [notre participation] est la preuve de notre sérieux et de notre préoccupation dans la lutte contre le changement climatique.»

DR. IR. H. ISRAN NOOR
Ancien gouverneur du Kalimantan oriental en Indonésie



[40] Kalimantan oriental en chiffres 2023. <https://kaltim.bps.go.id/publication/2023/02/28/7a58231d5aa2f5a7b4d5c36a/provinsi-kaliman-tan-timur-dalam-angka-2023.html>

[41] Statistiques du ministère de l'Environnement et des Forêts 2021. https://pkl.menlhk.go.id/publikasi/buku_statistik

[42] Kalimantan oriental en chiffres 2023. <https://kaltim.bps.go.id/publication/2023/02/28/7a58231d5aa2f5a7b4d5c36a/provinsi-kaliman-tan-timur-dalam-angka-2023.html>



Kalimantan du Nord

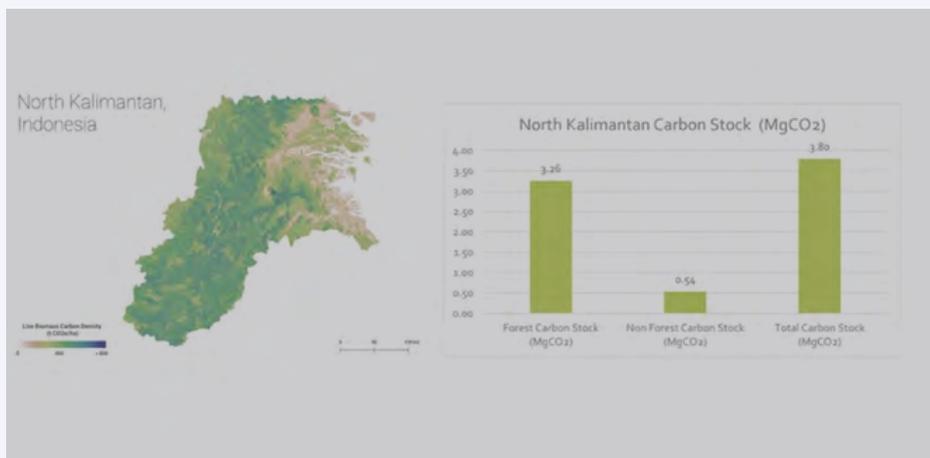
SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)
75 467,70 [43]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)
13 289,5 [44]

JURIDICTION POPULATION TOTALE
727 800 [45]

POPULATION RURALE/URBAINE
36,63% / 63,37%

MEMBRES DEPUIS
2016



Kalimantan occidentale

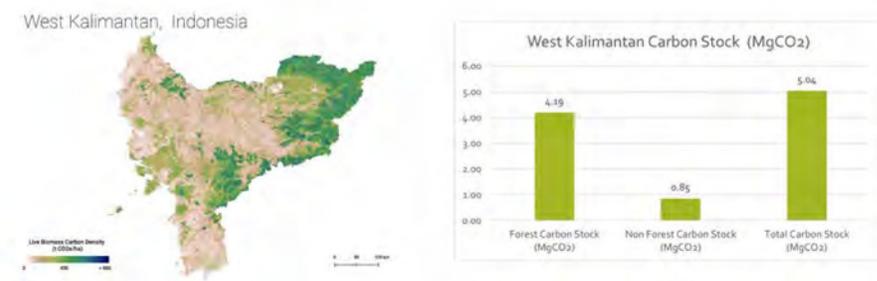
SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)
147 047,04

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)
5 656,6 47

JURIDICTION POPULATION TOTALE
5 541 376 48

POPULATION RURALE / URBAINE
63,57% / 36,43%

MEMBRES DEPUIS
2010



[43] Kalimantan du Nord en chiffres 2023. <https://kaltara.bps.go.id/publication/2023/02/28/0eb3913ae2fe973d100fa04e/provinsi-kaliman-tan-utara-dalam-angka-2023.html>

[44] Statistiques du ministère de l'Environnement et des Forêts 2021. https://pktl.menlhk.go.id/publikasi/buku_statistik

[45] Kalimantan du Nord en chiffres 2023. <https://kaltara.bps.go.id/publication/2023/02/28/0eb3913ae2fe973d100fa04e/provinsi-kaliman-tan-utara-dalam-angka-2023.html>

[46] Kalimantan occidentale en chiffres 2023. <https://kalbar.bps.go.id/publication/2023/02/28/4f69da9b6275dd23c7edb485/provinsi-kaliman-tan-barat-dalam-angka-2023.html>

[47] Statistiques du ministère de l'Environnement et des Forêts 2021. https://pktl.menlhk.go.id/publikasi/buku_statistik

[48] Le Kalimantan occidental en chiffres 2023. <https://kalbar.bps.go.id/publication/2023/02/28/4f69da9b6275dd23c7edb485/provinsi-kaliman-tan-barat-en-chiffres-2023.html>



Papouasie

SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)

312 816,35 [49]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

25 396,6 [50]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

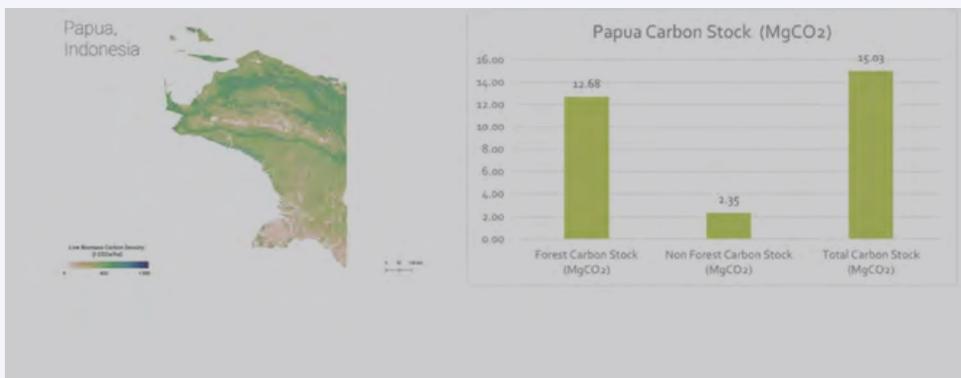
4 418 581 [51]

POPULATION RURALE/URBAINE

69,80% / 30,20%

MEMBRES DEPUIS

2009



Papouasie occidentale

SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)

99 398,26 52

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

8 967,3 53

JURIDICTION POPULATION TOTALE

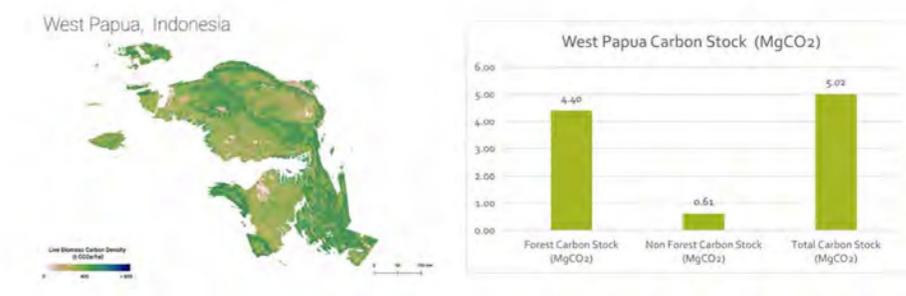
1 183 307 54

POPULATION RURALE / URBAINE

57,23% / 42,77%

MEMBRES DEPUIS

2012



[49] La Papouasie en chiffres 2023. <https://papua.bps.go.id/publication/2023/02/28/68b848a54207a64d0c42ddb6/provinsi-papua-dalam-ang-ka-2023.html>

[50] Statistiques du ministère de l'Environnement et des Forêts 2021. https://pktl.menlhk.go.id/publikasi/buku_statistik

[51] Kalimantan central en chiffres 2023. <https://kalteng.bps.go.id/publication/2023/02/28/45c828b0139ad2a9d3b848ca/provinsi-kaliman-tan-tengah-en-chiffres-2023.html>

[52] La Papouasie occidentale en chiffres 2023. <https://pauabarat.bps.go.id/publication/2023/02/28/1675aaebd5ba59b4d6e1cdd3/provinsi-pap-ua-barat-dalam-angka-2023.html>

[53] Statistiques du ministère de l'Environnement et des Forêts 2021. https://pktl.menlhk.go.id/publikasi/buku_statistik

[54] La Papouasie occidentale en chiffres 2023. <https://pauabarat.bps.go.id/publication/2023/02/28/1675aaebd5ba59b4d6e1cdd3/provinsi-pap-ua-west-en-chiffres-2023.html>

Mexique

JURIDICTION Campeche, Chiapas, Jalisco, Oaxaca, Quintana Roo, Tabasco et Yucatán

Menaces et défis pour la conservation des forêts, l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté (ou l'encouragement d'un développement à faibles émissions)

- Au Mexique, la marginalisation sociale dans les pays membres du GCF Task Force implique un besoin de gagner un revenu, conduisant à une exploitation illégale des ressources. Pour développer des pratiques d'exploitation durables, il est très important d'aider les acteurs locaux à créer des programmes de formation, des espaces de réflexion et d'intégration, car ils n'ont pas été visualisés dans la prise de décision sur les pratiques forestières, en particulier les femmes et les jeunes.
- Les principales causes directes de la déforestation et de la dégradation des forêts sont l'élevage extensif, l'expansion des frontières agricoles et ses pratiques non durables (pour produire de l'huile de palme, du soja, du maïs, des avocats, de l'agave), l'exploitation forestière illégale, la surexploitation des ressources ligneuses et non ligneuses, les incendies de forêt (causés par l'homme) et les changements d'utilisation des terres. La croissance des villes et le développement des infrastructures, notamment dans les zones touristiques, sont d'autres secteurs qui se développent rapidement et contribuent aux changements dans l'utilisation des sols.
- L'analyse de l'impact des facteurs de déforestation a identifié la nécessité de : concevoir des politiques publiques permettant la transformation des secteurs productifs, développer des mécanismes de certification pour la production agricole commerciale et des systèmes de marché pour rendre les systèmes de production durables plus clairs et étendre les systèmes de production durables, renforcer les capacités et les connaissances. liés au marché et à la chaîne de valeur.
- Le secteur gouvernemental mexicain a encore besoin de soutien pour renforcer les capacités nécessaires afin de mettre en valeur les atouts et les opportunités locales (municipales et étatiques) afin de garantir que les allocations budgétaires et les subventions aux programmes productifs soient de plus en plus durables, en intégrant des critères et des objectifs qui soutiennent la conservation des forêts. Pour atteindre ces objectifs, il est important d'encourager le respect des cadres juridiques et réglementaires, d'élaborer et de mettre en œuvre des instruments de politique publique intersectoriels, de dé-

lopper les mécanismes de coopération intergouvernementale et l'établissement de relations pertinentes avec les institutions de coopération internationale.

- Il est nécessaire de disposer d'instruments et de mécanismes de financement pour couvrir, d'une part, les coûts de mise en œuvre de projets pilotes et de conception et de mise en œuvre de programmes visant à intensifier les solutions, et d'autre part, pour fournir un financement adéquat et à long terme aux projets innovants. schémas. À cet égard, il est très important d'intégrer les opportunités de financement provenant de diverses sources financières (publiques, privées, nationales et internationales, crédits et subventions) destinées aux producteurs et aux communautés locales, en tenant compte de la participation et de la gestion inclusive des jeunes et des femmes.

Principales opportunités de financement/soutien requis par les États du GCF Task Force au Mexique

- **Société et communauté**
 - Promouvoir la gestion durable des forêts et l'intensification des activités agricoles pour la restauration et la restauration des écosystèmes endommagés, ainsi que pour accroître la productivité et l'économie rurale.
8 000 000 USD pour 3 ans [55].
- **Connaissance, technologie et innovation**
 - Élaborer des protocoles pour des chaînes de valeur durables et sans déforestation ainsi que des lignes directrices/dispositions pour la traçabilité des produits forestiers et agricoles.
 - Développer des espaces innovants pour générer des capacités en matière de bonnes pratiques productives, de gouvernance et d'entrepreneuriat pour les producteurs, les organisations sociales et divers acteurs de la région.
 - Mettre en œuvre le système national MRV pour la prise de décision concernant l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et l'estimation du carbone, et développer des plates-formes qui relient les informations et les données géospatiales pour l'analyse, la consultation et la prise de décision sur les projets, actions et politiques publics ruraux.
5 520 000 USD pour 3 ans [56].

[55] Répartition par sociétés et communautés : Campeche – 1 000 000 USD ; Chiapas - 1 274 000 dollars ; Jalisco – 1 600 000 USD ; Oaxaca – 1 126 000 USD ; Quintana Roo – 1 000 000 USD ; Tabasco - 1 000 000 USD ; et Yucatán – 1 000 000 USD.

[56] Répartition pour la connaissance, la technologie et l'innovation : Campeche – 1 000 000 USD ; Chiapas – 1 250 000 USD ; Jalisco – 500 000 USD ; Oaxaca – 200 000 dollars ; Quintana Roo – 1 000 000 USD ; Tabasco - 570 000 dollars ; et Yucatán – 1 000 000 USD.



Crédit : Pronatura Sur

► Finance, investissement et secteur privé

- Identifier et accéder à divers mécanismes de financement pour mettre en œuvre les projets REDD+. Identifier et accéder à des modèles de rémunération à la performance pour soutenir des stratégies et des projets de production durable qui peuvent démontrer des résultats 8 700 000 USD pour 3 ans [57].

► Gouvernement et politique publique

- Renforcer les institutions et la gouvernance qui facilitent la collaboration entre les secteurs et la mise en œuvre de politiques publiques pertinentes pour parvenir à la conservation des forêts. 1 719 000 USD pour 3 ans [58].

Partenariats clés

La formation d'alliances et de partenariats est essentielle au développement de l'organisation et de l'infrastructure nécessaires pour suivre et contrôler les progrès, mobiliser les ressources nécessaires pour combler les lacunes et répondre aux nouvelles opportunités, et surmonter les obstacles et résoudre les problèmes.

À cet égard, le processus de planification promu par le GCF Task Force a permis de transmettre la vision, les orientations stratégiques et le travail des États afin que des alliances et des financements flexibles et opportuns puissent être formés pour traduire les engagements en actions efficaces face au changement climatique. changement, protéger les forêts tropicales et améliorer les moyens de subsistance des populations.

[57] Répartition par secteur financier, investissement et secteur privé : Campeche – 900 000 USD ; Chiapas – 1 600 000 USD ; Jalisco – 1 000 000 USD ; Oaxaca – 1 600 000 USD ; Quintana Roo – 1 000 000 USD ; Tabasco - 1 000 000 USD ; et Yucatán - 1 600 000 USD.

[58] Détails concernant le gouvernement et la politique publique : Campeche – 300 000 USD ; Chiapas - 174 000 dollars ; Jalisco - 170 000 dollars ; Oaxaca – 111 000 USD ; Quintana Roo – 120 000 USD ; Tabasco - 122 000 dollars ; et Yucatán – 722 000 USD.



Campeche

SUPERFICIE TOTALE JURIDICIONNELLE (KM2)

57 484,9 [59]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

4 330 835,34 (2022) [60]

JURIDICION POPULATION TOTALE

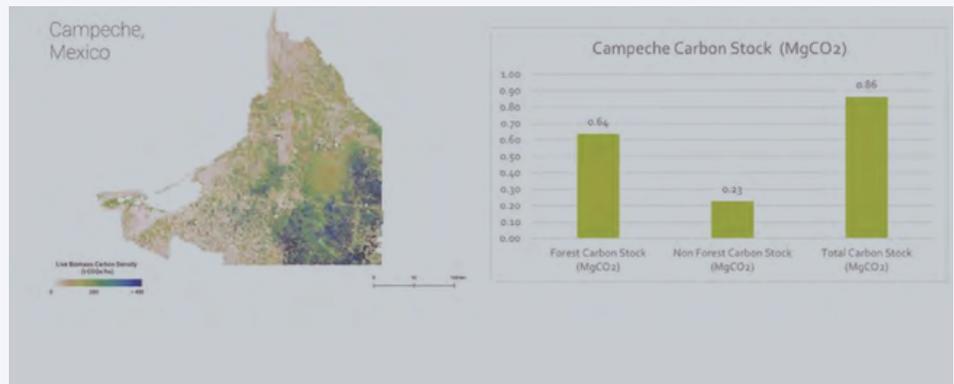
928 363 [59]

POPULATION RURALE/URBAINE

25 % / 75 % [59]

MEMBRES DEPUIS

2010



Chiapas

SUPERFICIE TOTALE JURIDICIONNELLE (KM2)

73 311,0 [59]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

3 585 555,07 (2022) [60]

JURIDICION POPULATION TOTALE

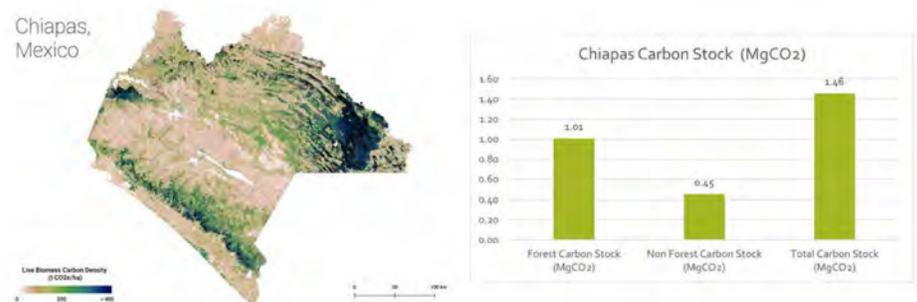
5 543 828 (2020) [59]

POPULATION RURALE / URBAINE

51% / 49% (2020) 59

MEMBRES DEPUIS

2011



[59] Comisión Nacional Forestal (CONAFOR), DataBosques <https://databosques.cnf.gob.mx/inicio/>

[60] Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI) - Inventario Nacional Forestal y de Suelos (INFYS) 2015-2020. <https://www.inegi.org.MX/>



Jalisco

SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2)

78 595,9 [59]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

4 546 511,5 (2022) [60]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

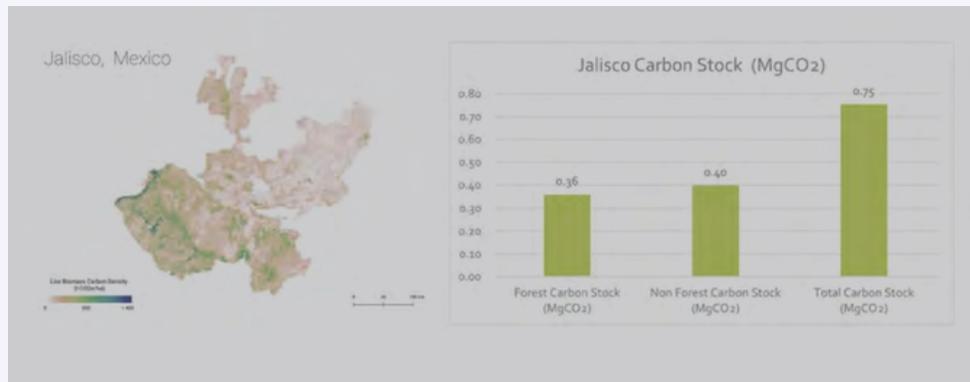
8 348 151 (2020) [59]

POPULATION RURALE/URBAINE

12% / 88% (2020) 59

MEMBRES DEPUIS

2015



« Dans l'État de Jalisco, la participation au groupe de travail du GCF a été fondamentale dans le processus de préparation à REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation) et dans le financement des actions de mise en œuvre. Ces actions ont généré des synergies de collaboration entre différents acteurs et ont influencé la conception de politiques publiques qui s'attaquent aux causes de la déforestation. »

SERGIO GRAF

Ancien secrétaire à l'environnement et au développement régional, Jalisco, Mexique



Crédit : Pronatura Sur



Oaxaca

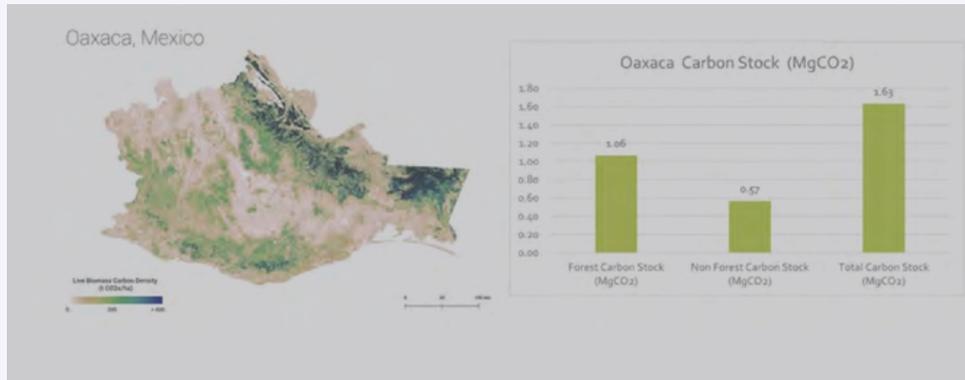
SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2) | 93 757,6 [59]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA) 6 692 729,99 (2022) [60]

JURIDICTION POPULATION TOTALE 4 132 148 (2020) [59]

POPULATION RURALE/URBAINE 51 % / 49 % (2020) [59]

MEMBRES DEPUIS 2017



Quintana Roo

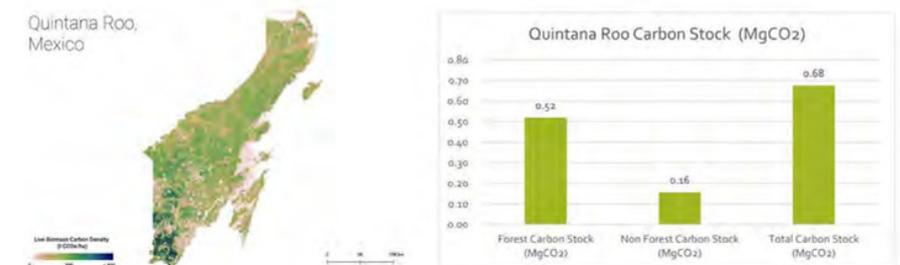
SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2). | 44 705,2 [59]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA) 3 877 252,91 (2022) [60]

JURIDICTION POPULATION TOTALE 1 857 985 [59]

POPULATION RURALE / URBAINE 10% / 90% 59

MEMBRES DEPUIS 2015





Tabasco

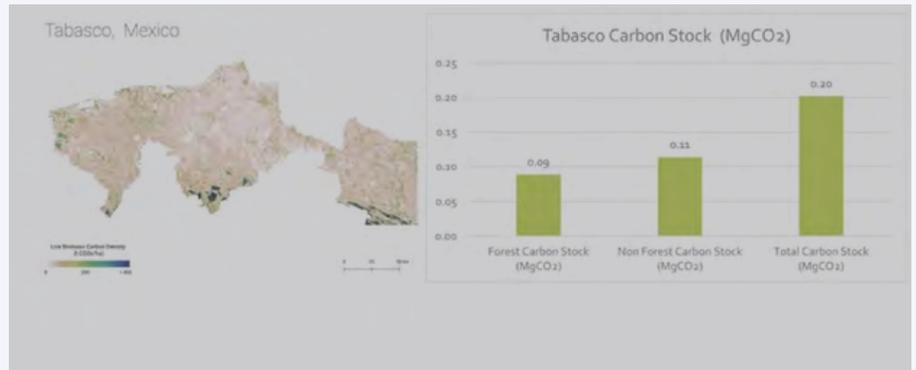
SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2) | 24 730,9 [59]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA) 817 154,13 [60]

JURIDICTION POPULATION TOTALE 2 402 598 [59]

POPULATION RURALE/URBAINE 41 % / 59 % [59]

MEMBRES DEPUIS 2016



Yucatán

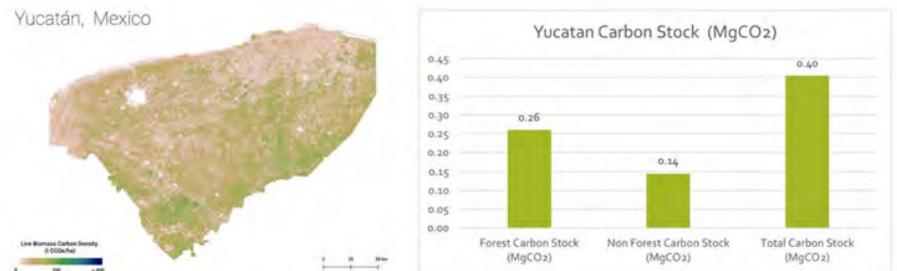
SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE (KM2) 39 524,4 [59]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA) 2 694 374,54 (2022) [60]

JURIDICTION POPULATION TOTALE 2 320 898 [59]

POPULATION RURALE / URBAINE 14 % / 86 % [59]

MEMBRES DEPUIS 2016



« Travailler en étroite collaboration avec l'équipe du GCF Task Force depuis le début de mon administration... a été essentiel à la création d'alliances et d'efforts conjoints pour la conservation de la forêt Maya. Le GCF Task Force a eu un impact positif sur l'utilisation durable de ressources pour nos communautés, où nous pouvons mettre en œuvre diverses stratégies et programmes de mon gouvernement. »

MAURICIO VILLA DOSAL

Gouverneur de l'État du Yucatán

Nigeria

JURIDICTION

Traverser la rivière



« C'est devenu la philosophie du GCF [Task Force] de veiller à ce que les personnes vivant autour de la forêt utilisent la forêt de la bonne manière et dans une bonne attitude afin que la forêt puisse rester là pour eux. Je vois de l'enthousiasme, je vois de l'énergie, je vois joie de la part du GCF [Task Force]. Je vois un engagement au sein du GCF [Task Force]. »

BEN AYADE

Ancien gouverneur, État de Cross River, Nigéria





État de Cross River

SUPERFICIE TOTALE JURIDICTIONNELLE

(KM²)

20 156

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

642 195 (2014) [61]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

4 406 204 (projection 2022) [62]

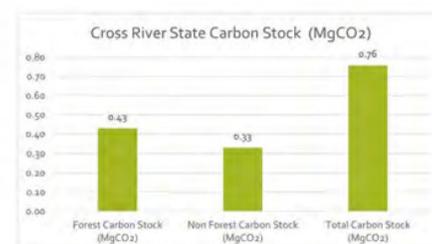
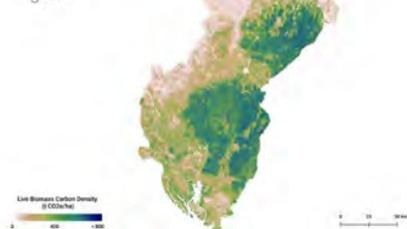
POPULATION RURALE / URBAINE

46,5 % / 53,5 % (2022) [63]

MEMBRES DEPUIS

2010

Cross River State,
Nigeria



Menaces et défis pour la conservation des forêts, l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté (ou la promotion d'un développement à faibles émissions)

Le Carbon Disclosure Project (CDP)[64] rapporte que l'État de Cross River abrite plus de 50 % des forêts restantes du Nigeria, y compris de vastes zones de forêts tropicales, de forêts de montagne, de savanes et de marais salés. La région est désignée comme l'un des 25 points chauds de la biodiversité au monde, avec d'importantes forêts de mangroves, des lamantins, des hippopotames, de nombreuses espèces d'oiseaux et 23 espèces de primates, dont d'importantes populations de chimpanzés et de gorilles de Cross River. Dans le même temps, la région est confrontée à des taux croissants de déforestation, principalement causés par l'exploitation forestière illégale, l'agriculture expansive, la récolte non durable du bois de chauffage, l'exploration pétrolière et minière et le développement des infrastructures.

Les principales menaces et défis pour la conservation des forêts et la promotion d'un développement à faibles émissions identifiés par le gouvernement de l'État de Cross River sont :

- Agriculture extensive et surpâturage.[65] Le défrichement des terres à des fins agricoles représente plus de 80 % de la superficie forestière totale déboisée chaque année. Cela se produit principalement à travers l'agriculture sur brûlis.

- La croissance démographique croissante et le développement des infrastructures stimulent la demande de ressources telles que la nourriture et le carburant, et entraînent la perte d'habitats et la déforestation pour la production alimentaire, le bois de feu et l'exploitation illégale du bois et des produits forestiers non ligneux.
- Les incendies de forêt incontrôlés sont considérés comme la principale cause de perte de forêt. La destruction des écosystèmes forestiers est largement peu documentée en raison du manque de données permettant de quantifier pleinement l'épuisement annuel des ressources forestières dû aux incendies de forêt incontrôlés.

Principales opportunités de financement/soutien requis par le GCF Task Force de l'État de Cross River :

Depuis 2017, l'État de Cross River a identifié diverses interventions et soutiens nécessaires pour améliorer la gouvernance forestière et les efforts de mise en œuvre des politiques forestières et atteindre les objectifs forestiers et climatiques à moyen terme (2017-2025) et à long terme (2017-2030). Ces opportunités sont tirées de la stratégie REDD+ de l'État de Cross River (co-développée avec l'ONU-REDD) (2017), de la politique forestière validée (2019) et de l'étude de cas du CDP intitulée État de Cross River : Action climatique par la protection des forêts. Des montants de financement spécifiques seront inclus dès qu'ils seront disponibles.

[61] Stratégie REDD+ des États de Cross River – Programme REDD des Nations Unies. <https://www.un-redd.org/sites/default/files/2021-10/CRS%20REDD%2B%20Strategy%20FINAL%202%20MB%20%28722175%29.pdf>

[62] Sasu, D.D. (6 septembre 2023). Nigéria : estimations démographiques 2025-2050. Statista. <https://www.statista.com/statistics/1122955/forecast-population-innigeria/#:~:text=In%202022%2C%20Nigeria's%20population%20was,million%20people%20compared%20to%202022>

[63] Nigéria ; Données ouvertes de la Banque mondiale. <https://data.worldbank.org/country/NG>

[64] État de Cross River : Action climatique par la protection des forêts. CDP. (s.d.). <https://www.cdp.net/en/articles/states-and-regions/cross-river-aksi-iklim-negara-bangsa-through-hutan-perlindungan>

[65] Politique forestière transétatique adoptée en 2019. DP. <https://policycommons.net/artifacts/3832139/cross-river-state-validated-forest-policy-2019/4638076/>

Ces opportunités comprennent :

► **Société et communauté**

- Soutenez le programme de gestion communautaire des forêts, qui propose une formation sur les moyens de subsistance tels que l'entretien des jardins familiaux, l'agroforesterie, l'apiculture, l'élevage d'escargots et la culture de légumes comestibles tels que les épinards. Ces programmes comprennent également la cartographie de l'utilisation des terres forestières pour une gestion appropriée des terres et des ressources forestières. Les programmes communautaires REDD+ de longue date comprennent des incitations à la restauration des mangroves, ainsi qu'une formation sur les équipements
- pour une culture plus durable du cacao et du manioc.
Soutenir le programme de gestion durable du bois de chauffage (GDF) : l'État de Cross River a collaboré avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ainsi qu'avec des groupes d'agriculteurs et communautaires locaux, pour développer les capacités dans les domaines de l'agroforesterie, la gestion de l'utilisation des terres, la plantation d'arbres à croissance rapide spécifiquement pour le bois de chauffage et la production agricole.

► **Finance, investissement et secteur privé**

- Soutenir le développement de nouvelles sources de revenus telles que les paiements régionaux pour les programmes de services écosystémiques, les marchés du carbone, la commercialisation de produits forestiers non ligneux et l'écotourisme lié aux efforts de gestion forestière afin de réduire la pression sur les forêts en raison de l'exploitation forestière illégale (ou de lever les interdictions). sur les
- activités forestières pour le moment).
Développer et renforcer les mécanismes de suivi du respect par le secteur privé des politiques de développement durable et de conservation dans l'État de Cross River, en particulier celles liées à la protection de l'environnement.

► **Gouvernement et politique publique**

- Renforcer les capacités et les ressources pour aider les mécanismes d'application de la loi contre l'exploitation forestière illégale et d'autres pratiques illégales d'utilisation des terres, y compris dans les forêts protégées, les forêts communautaires et les zones protégées.
- Renforcer les relations institutionnelles (au sein du gouvernement et avec les parties prenantes concernées), l'efficacité, la transparence, la responsabilité et le professionnalisme dans la gouvernance forestière.

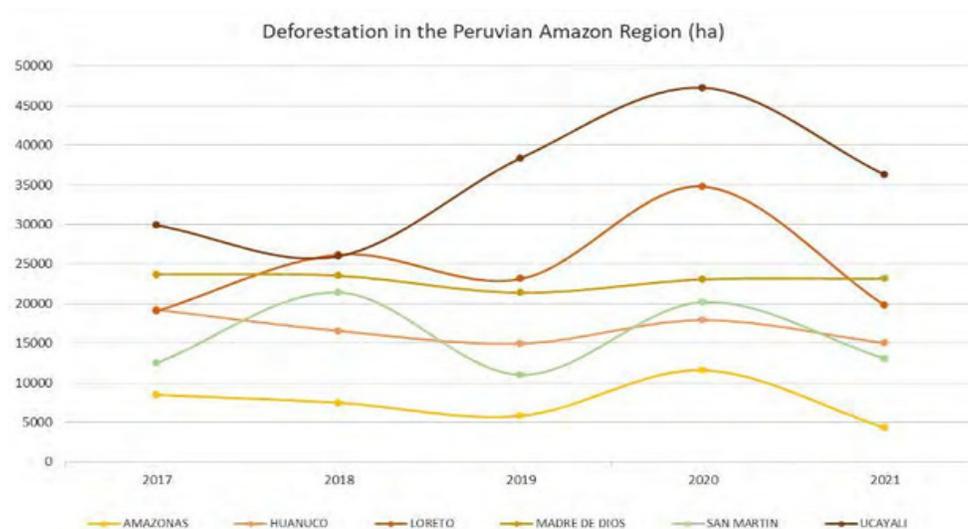
Partenariats clés

Entre autres, Cross River State est partenaire de divers réseaux, tels que Regions4, Under2Coalition, GCF Task Force, Fonds pour l'environnement mondial, diverses institutions des Nations Unies (ONU) telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (Programme ONU-REDD), l'Organisation alimentaire et Agriculture (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds de partenariat pour le carbone forestier, diverses organisations à but non lucratif telles que la Wildlife Conservation Society, des ministères et agences du gouvernement central, ainsi que des organisations communautaires locales et les communautés rurales.



Pérou

JURIDICTION Amazonas, Huánuco, Loreto, Piura, Madre de Dios, San Martín, Ucayali



Données du ministère de l'Environnement, disponibles sur la plateforme Géobosques. Élaboration par GCF TF.

Menaces et défis pour la conservation des forêts et pour la promotion des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté ou la promotion d'un développement à faibles émissions

- En 2021, la forêt amazonienne péruvienne a enregistré un total de 67 millions d'hectares de couverture forestière, tandis que la perte de forêts humides dans les 6 régions amazoniennes qui font partie du GCF Task Force au Pérou a atteint 111 732 hectares, ce qui représente 27,80 % par rapport à la perte de forêt signalée en 2020 pour ces régions. La croissance de la déforestation en 2020 a été la plus élevée des deux dernières décennies au Pérou et est directement liée à la pandémie de Covid-19. Parallèlement, en 2021, les taux de déforestation ont diminué par rapport à 2020 dans toutes les régions sauf Madre de Dios, avec une légère augmentation. L'augmentation du nombre de mineurs dans des juridictions comme Amazonas et Madre de Dios est assez inquiétante.
- L'exploitation forestière illégale et la commercialisation de produits dérivés se sont répandues en Amazonie, notamment à Loreto, Madre de Dios et Ucayali. Ces activités illégales sont liées à d'autres délits tels que la corruption, la falsification de documents, le crime organisé et le blanchiment d'argent.
- Les stupéfiants constituent une autre menace pour le Pérou en raison de l'expansion de la culture de la coca dans les zones forestières. Les zones rurales telles que la frontière entre le Pérou, le Brésil et la Colombie se trouvent dans des situations vulnérables et pauvres. Ces activités illégales sont également liées à l'occupation illégale des terres, au commerce des espèces sauvages et aux violations des droits de l'homme. La décision de l'État de procéder au remplacement des cultures comme mesure visant à lutter contre les cultures illégales nécessite également le soutien de la branche armée de l'État, à travers le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense, pour son intervention auprès de la police et des forces armées dans la protection des communautés autochtones qui sont vulnérables au crime organisé.

Principales opportunités de financement/soutien requis par les pays membres du GCF Task Force au Pérou :

Société et communauté

- Les principales organisations IPLC au niveau national - Aidesep, Anecap et Conap - forment le Groupe IPLC du Pérou, qui travaille en coordination avec le groupe de travail du GCF pour le développement d'activités et la diffusion d'informations sur les peuples autochtones. Groupes communautaires

Le Groupe péruvien des peuples autochtones diffuse son travail à travers la stratégie des peuples autochtones d'Amazonie REDD+, en renforçant les capacités et les connaissances des dirigeants autochtones dans les aspects techniques, politiques et REDD+, et en intégrant une vision à long terme pour accroître l'autonomie des peuples autochtones. Dans la région de Loreto, l'objectif est de promouvoir la production de Shiringa dans le cadre de la restauration des zones productives avec la participation des communautés autochtones, dont les coûts de mise en œuvre sont estimés à 2 millions de dollars sur 2 ans. Il est nécessaire de travailler sur l'utilisation des vasières dans les zones adjacentes aux rivières ayant un potentiel de cultures agricoles, de renforcer le leadership autochtone grâce à la surveillance des forêts et de réduire la déforestation migratoire avec un coût de mise en œuvre estimé à 4 millions de dollars et une période de mise en œuvre de 2 ans.

En Amazonas, la nécessité de renforcer la gouvernance territoriale a été identifiée dans l'unité de développement territorial Awajum Wamp-is, dans la province de Condorcanqui, afin d'éradiquer les activités illégales (exploitation minière illégale, commerce illégal du bois et trafic de drogue), qui augmentent le sentiment d'insécurité et l'intégrité du leader. Défenseurs environnementaux des communautés autochtones.

Cette intervention devrait durer environ 2 ans, pour un coût de 2 millions de dollars.

► Connaissance, technologie et innovation

En octobre 2023, le GCF Task Force a organisé un atelier sur le biobusiness avec des partenaires du gouvernement local, du secteur privé et de la société civile, décrivant une feuille de route pour le biobusiness dans le pays. L'objectif de cette feuille de route est de développer une formation diplômante d'un an sur le biobusiness et le biocommerce pour renforcer les capacités techniques des équipes de la région. Cherchant à améliorer les bonnes pratiques de production et à appliquer de nouvelles techniques et technologies dans la région de San Martin, l'une des priorités identifiées est le développement du « Programme RIE » pour mettre en œuvre des pratiques productives utilisant l'irrigation technologique avec une approche agricole à faible émission de carbone et en tenant compte de la protection, l'articulation avec les stratégies de développement de villages à faibles émissions, ainsi que la construction d'un système de surveillance projeté sur 10 ans sur des terres appartenant à des petits producteurs qui respectent leur engagement en faveur d'une production à faibles émissions. La mise en œuvre de ce programme est estimée à environ 6,6 millions de dollars pour une période de mise en œuvre de 3 ans. De plus, en Amazonas, des investissements doivent être réalisés



pour améliorer la gestion des zones relevant de la juridiction grâce à la mise en œuvre d'un système de surveillance pour assurer une gestion durable des ressources de la biodiversité - 3 ans - 4 millions USD.

- Finance, investissement et secteur privé Pour mettre en œuvre des projets en collaboration avec la société civile et la coopération internationale, et pour améliorer les processus de production dans les différentes chaînes durables identifiées en Amazonie, des organisations partenaires telles que le WWF et la TFA mettent en œuvre des projets d'élevage sur pied à Madre de Dios. Ce projet vise à transformer les méthodes d'élevage conventionnelles en processus d'élevage régénératif dans la province d'Iñapari. Conformément à l'expérience développée à Madre de Dios, la région de Huánuco a identifié la nécessité de mettre en œuvre ce modèle dans l'élevage régénératif, ce qui nécessiterait un investissement de 2 millions de dollars pour une période de mise en œuvre de deux ans. Pour mettre en œuvre le projet pilote de bioéconomie, un investissement de 6 millions de dollars américains sur 3 ans dans chaque région, avec l'espoir d'atteindre jusqu'à 3 régions.

Pour accroître la rentabilité de la chaîne de valeur de la production fruitière (citrons, ananas et oranges) dans les 10 provinces de la région de Saint-Marin, un investissement de 4,2 millions de dollars est nécessaire pour renforcer diverses entreprises.

- Le GCF Task Force sur le gouvernement et les politiques publiques soutient le Commonwealth régional amazonien et d'autres acteurs de la société civile pour se rencontrer et

ils ont discuté des axes de travail prioritaires dans la région amazonienne et décidé de la création de groupes thématiques pour catalyser les activités et les objectifs du gouvernement local de l'Amazonie péruvienne. Ces groupes sont répartis en 7 grandes thématiques, à savoir :

- Chaînes de production compétitives et durables
- Tourisme naturel
- Connectivité durable de l'Amazonie
- Peuples autochtones et attribution des droits de gouvernance et renforcement institutionnel
- Activités illégales et accès à la justice
- Biobusiness et économie circulaire

Partenariats clés

Au Pérou, le GCF Task Force travaille en étroite collaboration avec le Commonwealth régional amazonien (MRA), qui a pour vision 2050 de parvenir à un développement durable en Amazonie avec une approche compétitive et équitable, avec une attention particulière aux populations rurales et aux communautés autochtones. Le réseau s'associe également à des organisations travaillant pour le développement productif et durable de l'Amazonie, notamment l'Alliance des forêts tropicales et le WWF Pérou dans la chaîne de valeur de l'élevage régénératif, l'Earth Innovation Institute de Loreto, San Martín et Ucayali dans divers projets, comme Amazonia Connect qui vise à encourager la production agricole à faible émission de carbone d'huile de palme (Ucayali) et de cacao (San Martín).





Amazonas

SUPERFICIE TOTALA (MILLE KM2)

39.22 [66]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALA (HA)

2 814 385,57 [67]

JURIDICTION POPULATION TOTALA

379 384 [66]

POPULATION RURALE/URBAINE

58 % / 42 % [66]

MEMBRES DEPUIS

2015



GOBIERNO REGIONAL
HUÁNUCO
Nuestro compromiso es cambiar

Huánuco

SUPERFICIE TOTALA (MILLE KM2)

37,3 [66]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALA (HA)

1 513 103,54 [67]

JURIDICTION POPULATION TOTALA

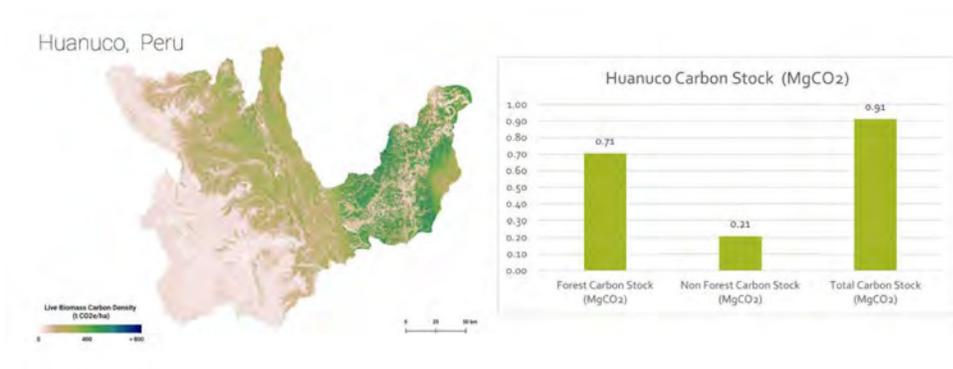
721 047 66

POPULATION RURALE/URBAINE

48 % / 52 % [66]

MEMBRES DEPUIS

2016



[66] Instituto Nacional de Estadística e Informática - inei. INEI - Plateforme orma del Estado Peruano. (s.d.). <https://www.gob.pe/inei>

[67] Plataforma Monitoreo de cambios sur la Cobertura de los Bosques. Géobosques. (s.d.-a). <https://geobosques.minam.gob.pe/geo-bosque/view/index.php>



Loreto

SUPERFICIE TOTALE (MILLE KM2)

368,8 [66]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

34 990 024,23 [67]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

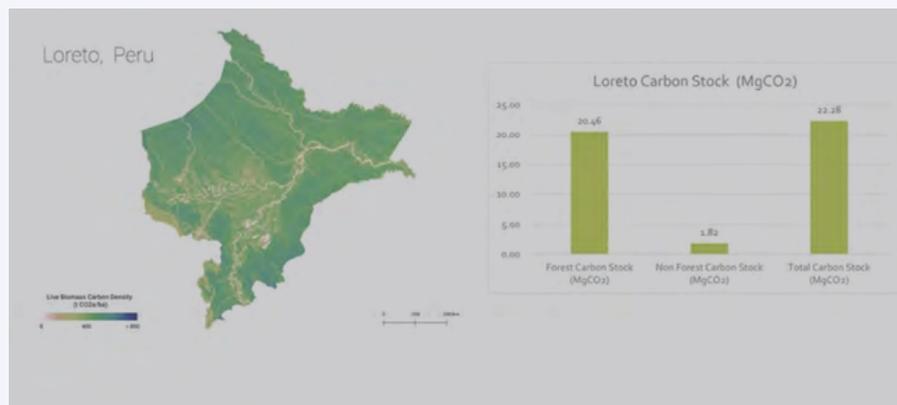
883 510 [66]

POPULATION RURALE/URBAINE

31 % / 69 % [66]

MEMBRES DEPUIS

2014



Madre de Dios

SUPERFICIE TOTALE (MILLE KM2)

85,3 [66]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

7 861 327,02 [67]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

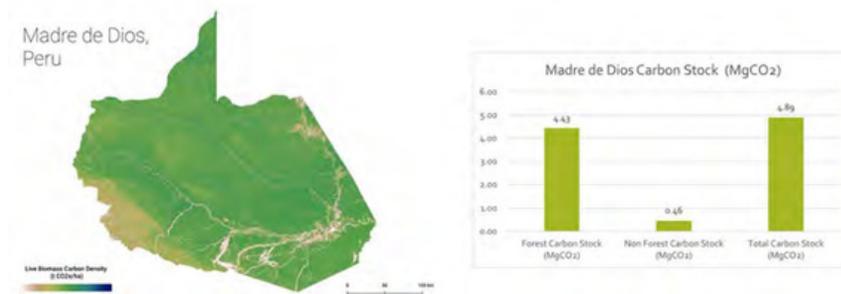
141 070 [66]

POPULATION RURALE / URBAINE

17 % / 83 % [66]

MEMBRES DEPUIS

2012





Piura

SUPERFICIE TOTALE (MILLE KM2)

35,7 [66]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

41 397,56 [67]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

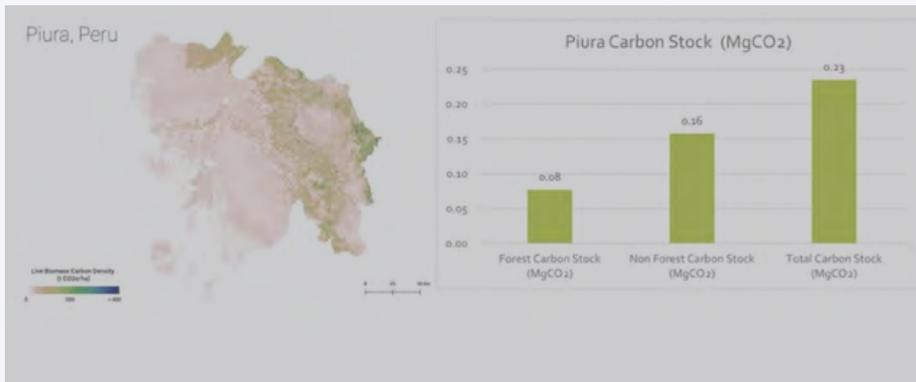
384 976 [66]

POPULATION RURALE/URBAINE

21% / 79% [66]

MEMBRES DEPUIS

2016



Saint-Martin

SUPERFICIE TOTALE (MILLE KM2)

51,33 [66]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)

3 313 356,56 [67]

JURIDICTION POPULATION TOTALE

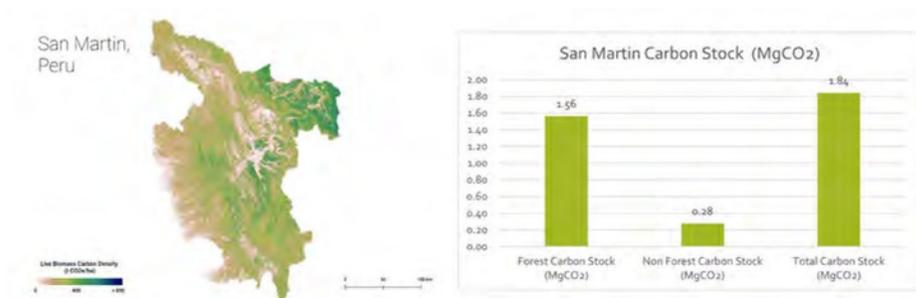
813 381 [66]

POPULATION RURALE / URBAINE

32 % / 68 % [66]

MEMBRES DEPUIS

2014



« Il ne fait aucun doute qu'une action positive au niveau infranational contribue à créer une spirale ascendante qui engage et trouve un écho auprès des gouvernements nationaux. »

SM LE ROI CHARLES III

Extrait d'un discours prononcé par SM le Roi Charles III (en tant que SAR le Prince de Galles) lors du 3e Sommet mondial des gouverneurs sur le climat en novembre 2010.



Ucayali

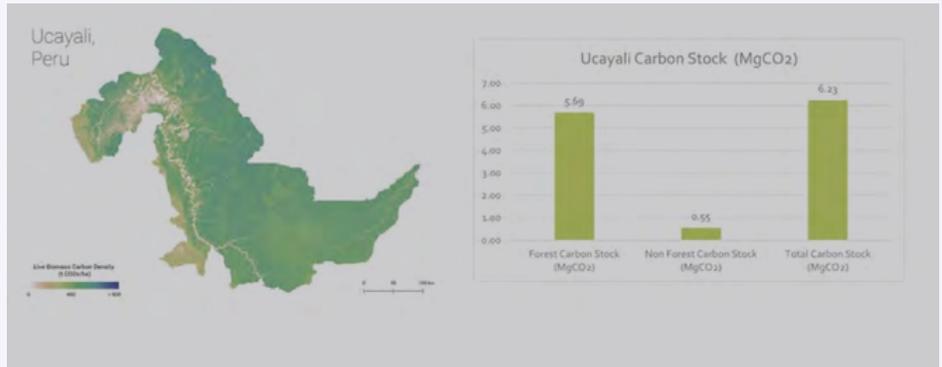
SUPERFICIE TOTALE (MILLE KM2)
102.2 [66]

COUVERTURE FORESTIÈRE TOTALE (HA)
9 251 129,58 [67]

POPULATION TOTALE
496 459 [66]

POPULATION RURALE/URBAINE
19% / 81% 66

MEMBRES DEPUIS
2014



Crédit : Secrétariat du GCF Task Force



Collaboration transfrontalière

À une époque caractérisée par une conscience environnementale croissante et une interconnectivité mondiale, la collaboration transfrontalière est devenue cruciale pour relever les défis environnementaux qui transcendent les frontières étatiques et nationales. Cette collaboration couvre un large éventail d'activités, depuis les opérations conjointes visant à lutter contre l'exploitation minière illégale, la déforestation et la criminalité environnementale, jusqu'à l'application des mesures de contrôle aux frontières et à la réglementation des marchés internationaux pour les produits sensibles à l'environnement. La nature complexe de ces demandes exige une approche interdisciplinaire combinant l'expertise de plusieurs secteurs, notamment l'application de la loi, les sciences de l'environnement, la réglementation commerciale et la diplomatie.

Alors que le GCF Task Force continue de développer des opportunités pour améliorer la collaboration transfrontalière, nous tirons d'importantes leçons tirées de l'expérience pratique sur le terrain. Ces enseignements soulignent l'importance de la coopération intergouvernementale, de l'application potentielle des technologies avancées et de la mise en œuvre d'un cadre juridique solide pour lutter efficacement contre les activités illégales. Chacun des États énumérés ci-dessous souligne la nécessité matérielle de favoriser la coopération entre les États et les pays, car les défis environnementaux sont souvent trop vastes et complexes pour qu'un État, une province ou un pays puisse les résoudre de manière indépendante. Identifier les moyens de répondre à ces besoins nous aidera à élaborer des plans de mise en œuvre transfrontaliers qui contribueront à créer un monde plus durable, interconnecté et écologiquement responsable.



Crédit : Secrétariat mondial du Groupe de travail du FVC

BOLIVIE

En Bolivie, nos juridictions membres ont répertorié des domaines de collaboration :

- Établir une plateforme internationale pour empêcher le commerce de produits provenant de zones protégées illégalement, tels que le bois, le commerce de la biodiversité animale et des produits alimentaires (Castaña, Acai, Almendra Chiquitana), et l'échange d'autres ressources bioéconomiques.
- Plan d'action international d'intervention d'urgence pour les communautés vulnérables à la sécheresse, aux inondations, aux incendies de forêt, aux activités illégales et au crime organisé pour les pays frontaliers de la Bolivie (Brésil, Pérou, Paraguay).
- Plans de coopération internationale pour les bassins d'eau et l'approvisionnement en eau, ainsi que pour la protection de la biodiversité, comme les corridors fauniques pour les jaguars et d'autres espèces.
- Accroître l'échange d'expériences et le transfert de connaissances entre les membres du groupe de travail du GCF.

BRÉSIL

Au Brésil, nous constatons un besoin urgent de coopération transfrontalière, notamment dans le cadre du Consortium interétatique pour le développement durable de l'Amazonie légale. Cette collaboration devrait impliquer plusieurs actions principales, à savoir :

- Développement de protocoles d'inspection unifiés : La création de protocoles d'inspection standardisés pouvant être appliqués uniformément au-delà des frontières nationales est essentielle pour améliorer la protection de l'environnement et la gestion des ressources dans la région amazonienne.
- Surveillance intégrée conjointe : la mise en place d'efforts de surveillance conjoints et intégrés dans les zones critiques et le long des frontières interétatiques contribuera à relever les défis environnementaux plus efficacement et à garantir le respect de la réglementation.
- Unité régionale de renseignement territorial : La création d'une unité régionale de renseignement territorial dédiée à l'éradication des activités illégales est essentielle. Cette unité collectera et analysera des informations pour prévenir et résoudre des problèmes tels que l'exploitation minière illégale, l'exploitation forestière et d'autres crimes environnementaux.
- Aligner les cadres juridiques nationaux : L'harmonisation des cadres juridiques nationaux pour faciliter une action intégrée est nécessaire pour une coopération transfrontalière efficace et l'application des lois environnementales.
- Coordination avec les autres niveaux de gouvernement : Une coordination efficace avec les autres niveaux de gouvernement, y compris les autorités locales et fédérales, est essentielle pour garantir une approche globale et harmonisée pour relever les défis environnementaux.
- Actions de combat intégrées : la mise en œuvre d'actions de combat intégrées, y compris les efforts de police régionale et l'établissement de bases stratégiques interétatiques, jouera un rôle important dans la lutte contre les actes illicites et la préservation des ressources naturelles de la région amazonienne.

- Ces mesures visent collectivement à renforcer la coopération transfrontalière et à relever les défis complexes et divers auxquels est confrontée la région juridique amazonienne.

COLOMBIE

En Colombie, les domaines clés pour une coopération transfrontalière accrue comprennent :

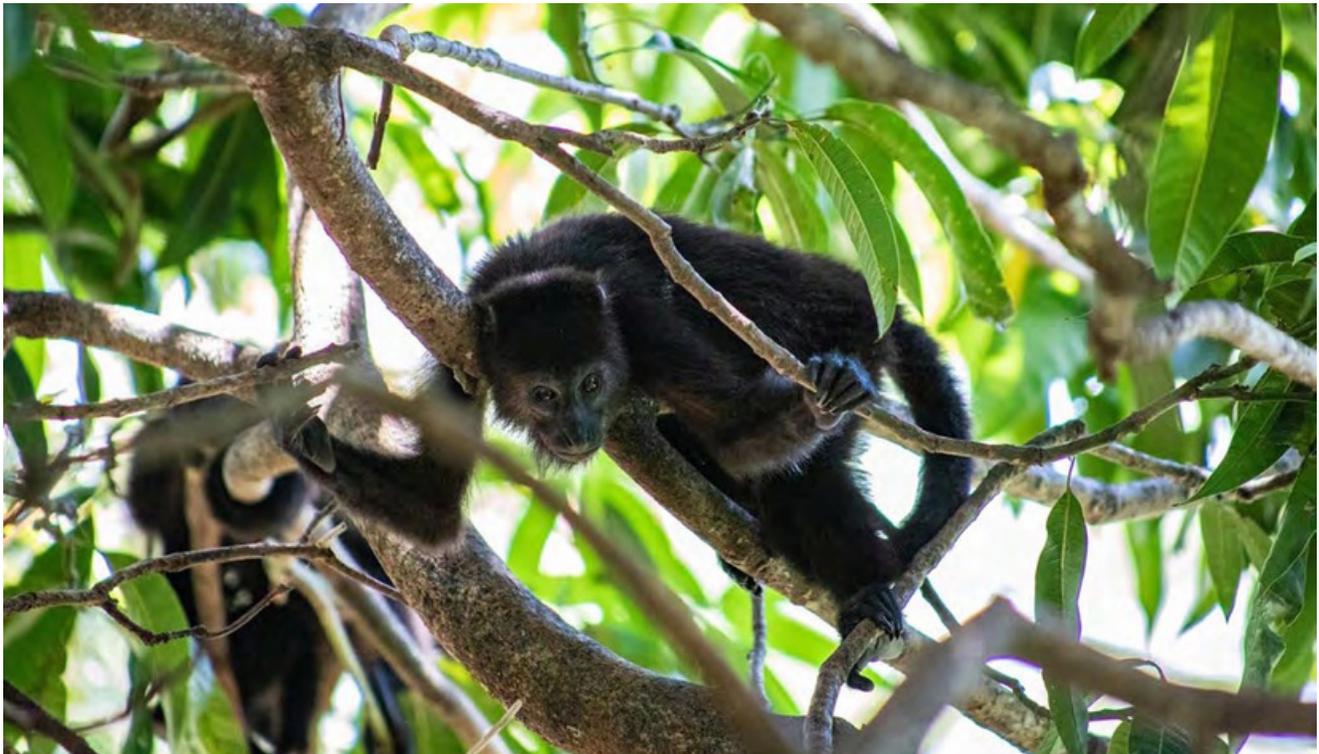
- Renforcer les échanges commerciaux issus des activités de gestion durable des forêts entre les pays limitrophes de l'Amazonie.
- Échange de connaissances pour renforcer les systèmes de production et les chaînes d'approvisionnement.

ÉQUATEUR

La Plateforme amazonienne pour les forêts, le climat et le bien-être humain est un accord de collaboration entre les six provinces de l'Amazonie équatorienne et la Confédération des nationalités autochtones de l'Amazonie équatorienne (CONFENIAE, composée de 11 nationalités autochtones) pour conserver et fournir des moyens de subsistance durables pour les peuples autochtones de l'Amazonie Équateur. Dans la première phase de cet accord, les trois provinces du GCF Task Force, Pastaza, Zamora Chinchipe et Morona Santiago, se sont engagées à gérer et protéger efficacement 11 millions d'hectares de forêt durable, qui constitue le plus grand corridor biologique de forêt durable au monde. L'Équateur absorbe environ 2,3 milliards de tonnes de carbone.

Les aires protégées provinciales de Morona Santiago, Pastaza et Zamora Chinchipe ont été créées et gérées pour refléter la vision cosmopolite des peuples autochtones et leurs connaissances écologiques et pratiques de gestion ancestrales. Le zonage territorial et les priorités de gestion autochtone ont été intégrés dans les plans de gestion des aires protégées, ce qui est sans précédent en Équateur.

À Morona Santiago, la région est confrontée à des problèmes de contrebande de carburant et d'exploitation forestière aveugle dans le canton de Tiwintza, frontalier du Pérou, et pourrait bénéficier d'une amélioration des contrôles aux frontières et de stratégies de plaidoyer. Pour Pastaza, le renforcement de l'initiative de la plateforme Amazon améliorera les résultats environnementaux et les moyens de subsistance dans les pays limitrophes. Cela devrait être mis en œuvre de manière coordonnée en identifiant et en encourageant la mise en œuvre de projets régionaux de conservation, de développement durable et de gouvernance régionale en Amazonie. À Zamora Chinchipe, les besoins transfrontaliers les plus urgents sont la gestion intégrée des bassins versants binationaux, la délimitation ou les solutions aux problèmes frontaliers (plaidoyer national), le renforcement des contrôles sur les armes, les drogues, le commerce du carburant et du bois, et l'encouragement des échanges culturels entre les communautés et la nation.



INDONÉSIE

Les membres du GCF Task Force en Indonésie sont répartis sur trois îles principales : une province membre à Sumatra, quatre à Kalimantan et deux en Papouasie. Avoir des zones forestières frontalières nécessite une coopération entre les provinces membres. Un exemple important est la Déclaration de Manokwari sur la Papouasie, lancée en 2018 entre les gouvernements de la province de Papouasie et de la province de Papouasie occidentale. Cette déclaration met en évidence un engagement commun à soutenir la conservation de la biodiversité et des écosystèmes par le développement de politiques et de programmes de soutien, l'avancement de la recherche et un tourisme respectueux de l'environnement.

MEXIQUE

Le Mexique a été l'un des premiers pays à commencer à préparer une vision REDD+, une stratégie nationale REDD+ et une proposition de rémunération à la performance à soumettre au Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF). En 2008, le Mexique a soumis une note d'idée de projet (R-PIN) au FCPF, le projet a été proposé dans cinq États couvrant 21% de la superficie forestière du Mexique où se produisent les taux de déforestation et de dégradation les plus élevés: Campeche, Chiapas, Jalisco, Quintana Roo et Yucatán (cinq des sept membres du GCF Task Force). Fin 2018, le FCPF a autorisé le Mexique à avancer dans les négociations

Phase d'accord de paiement de réduction d'émissions (ERPA), pour pouvoir commencer la mise en œuvre du projet proposé. Cela permettra de tester des modèles d'intervention basés sur une gestion régionale intégrée pour réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, des modèles de performance de paiement et des modèles de partage des bénéfices entre les parties prenantes locales dans les régions où ces résultats sont produits. Malheureusement, et malgré les progrès réalisés, en mars 2020, la nouvelle administration du Gouvernement fédéral a informé le FCPF qu'elle avait pris la décision de ne pas signer l'ERPA faute d'exigences. Le changement d'orientation des efforts REDD+ du pays est inattendu et survient à un moment où les budgets des agences du secteur environnemental du Mexique ont atteint des niveaux historiquement bas dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ce qui rend de plus en plus difficile le financement des actions planifiées nécessaires pour réduire la déforestation et les forêts. dégradation. .

À cet égard, pour les membres du GCF Task Force au Mexique, il est stratégique de renforcer la collaboration intersectorielle au Mexique, de rechercher des mécanismes qui leur permettront de profiter des programmes créés et de passer à un nouveau étape, pour trouver de nouvelles opportunités pour continuer à améliorer les capacités et identifier le budget nécessaire pour surmonter ces défis.

Depuis la formulation de la vision REDD+ et des stratégies infranational, le GCF Task Force a joué un rôle fondamental parmi ses membres. Les Sept gouvernement régionaux considèrent le GCF Task Force comme un allié qui a contribué à forger l'unité entre eux, ce qui a donné lieu à une plateforme solide qui leur permet de s'engager avec des acteurs à différents niveaux, d'être une référence et d'avoir un leadership reconnu dans des domaines importants au sein du pays. ainsi que de se positionner dans des domaines stratégiques au niveau international.

PÉROU

L'exploitation minière illégale au Pérou affecte l'Amazonie, la liant à d'autres crimes tels que le trafic de drogue, la traite des êtres humains, le vol de terres, le meurtre contre rémunération, etc. [68]. Parmi les régions amazoniennes touchées par l'exploitation minière illégale au Pérou figurent Loreto, Amazonas, San Martín, Huánuco, Ucayali et Madre de Dios, cette dernière région étant la plus touchée. De plus, comme il s'agit principalement d'exploitation minière alluviale, cette activité touche 22 rivières. [69] Parmi les efforts de l'État pour réduire l'impact de l'exploitation minière illégale figurent des programmes

[68] Proyecto Prevenir – Agence des États-Unis pour le développement international. (s.d.). https://www.usaid.gov/sites/default/files/2022-05/Prevent-FS-Spanish-Aug_2021.pdf

[69] « Un village englouti » : L'exploitation minière illégale dans une rivière propre et son impact sur les communautés locales - FCDS - fondation pour la préservation et le développement de la Colombie. FCDS. (2022, 18 novembre). <https://fcds.org.co/prensa/un-pueblo-flotando-la-mineria-illegal-crece-en-el-rio-pure-y-afecta-a-los-pueblos-aislados/>



mise en œuvre du « Plan de relance » dans les zones identifiées de Puno, Cusco et Madre de Dios. Cependant, ces efforts ne suffisent pas compte tenu des informations faisant état d'une exploitation minière illégale généralisée dans la région.

Le trafic de drogue est également une activité illégale qui touche les communautés autochtones, qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour freiner cette activité sur leurs territoires. En Amazonie, parmi les zones touchées figurent San Martín, Ucayali et Madre de Dios, avec des décès liés à ces activités illégales signalés par les dirigeants indigènes au cours des trois dernières années. Entre-temps, le gouvernement national a mis en œuvre un plan de substitution des cultures pour freiner la culture de la coca ; cependant, ces efforts n'ont pas suffi, car le Pérou continue d'être, en 2021, le deuxième producteur mondial de coca.[70]

Merci à nos supporters et partenaires techniques passés et présents

Initiative norvégienne internationale sur le climat et l'environnement, Agence norvégienne pour la coopération au développement, Agence des États-Unis pour le développement international, Emmett Institute on Climate Change & the Environment de la faculté de droit de l'UCLA, Institute on Environment and Sustainability, Institut des sciences du comportement de Boulder de l'Université du Colorado, Faculté de droit de l'Université du Colorado Getches-Wilkinson Center, Fondation Gordon et Betty Moore, Fondation Packard, Fondation Climateworks, Alliance pour le climat et l'utilisation des terres (CLUA), Rockefeller Brothers Fund, Andean Amazon Fund (AAF), British Pact, GIZ, KfW, Fonds pour l'environnement mondial, The Climate Group, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Earth Innovation Institute (EII), Pronatura Sur, Mecanismos de Desarrollo Alternos (MDA), Fondation Bumi Eka Lestari (BATARI), Naturaleza y Cultura Internacional (NCI), FUNBIO, Associação Brasileira de Entidades Estaduais de Meio Ambiente (Abema), Fundación Natura Bolivia, Centre for International Forestry Research (CIFOR-ICRAF), Carbon Disclosure Project (CDP), CTrees, AlianzaMX, Forest Trends, Environmental Defence Fund (EDF), The Nature Conservancy (TNC), Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Conservation International (CI), Instituto de Pesquisa Ambiental da Amazônia (IPAM), Samdhana Institute, Fundação Amazonas Sustentável (FAS), BVRio, Institut pour la conservation et le développement durable de l'Amazonas (Idesam), Earth Innovation Research Institute (INOBU), Partenariat, Tropical Forest Alliance (TFA), Flora and Fauna International, le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'Initiative pour le commerce durable (IDH), l'Agence des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et bien d'autres.

[70] DEVIDA - Comisión Nacional para el Desarrollo y la Vida sin Drogas (s.d.). Zone de culture du cocaïer surveillée en 2021. SISCOD - Sistema de Información de Lucha Contra Las Drogas. <https://cdn.www.gob.pe/uploads/document/file/3633678/Anexo%20RPE%20N%20134-2022-DV-PE.pdf>



GCF

task force

www.gcftf.org

